

*c. min
Kot*

Elles 530

A Monsieur le Représentant de l'Organisation
des Nations-Unies à
ELISABETHVILLE.

Monsieur le Représentant,

J'ai l'honneur de me référer à vos lettres KG-326 et KG-327 du 19 février 1963, ainsi que le Président TSHOMBE avait déjà eu l'occasion de le préciser à Monsieur SHERRY, il va de soi que la décision du 17 janvier 1963 relative à l'entrée des troupes de l'ONU à Kolwezi, prévoyait le maintien d'une Compagnie de Gendarmes attachée au Président. Cette Compagnie devait être stationnée à la Résidence du Président, c'est-à-dire à Elisabethville.

Ce n'est que par une interprétation erronée des textes que l'on prétend que cette Garde devait se trouver à Kolwezi. Ce point de vue était d'ailleurs celui du Général NORONHA et de Monsieur VALDES, puisqu'ils ont mis à la disposition de cette Garde plusieurs camions pour assurer son transport de Kolwezi à Elisabethville.

Par conséquent, je crois que les dispositions prises pour assurer la sécurité du Président, sont en conformité complète avec les décisions prises le 17 janvier 1963.

Il va de soi que des dispositions nouvelles seront envisagées lorsque la Gendarmerie Katanga sera incorporée dans l'A.N.C. et que ces dispositions seront discutées avec les responsables de l'A.N.C.

De plus je voudrais souligner que tous les Officiers séjournant à Elisabethville ont prêté serment au Président KASAVUBU, et doivent donc être considérés comme faisant partie dès à présent de l'A.N.C. Ils peuvent donc circuler à Elisabethville en armes et uniforme.

Nous aimerions connaître au plus tôt quand et comment se feront les formalités de l'intégration définitive de la Gendarmerie dans l'A.N.C. ceci afin d'éviter tout incident.

Veuillez agréer, Monsieur le Représentant, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le Président absent,
le Ministre chargé des affaires étrangères

E. KIMBA.

18 février 1963.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de me référer au Résumé des décisions du 17 janvier 1963, relatives à l'entrée de l'ONUC à Kolwezi, et tout particulièrement aux dispositions qui permettent, en attendant l'incorporation de la Gendarmerie, le maintien à Kolwezi d'une compagnie de gendarmes attachée au Président Provincial, quelques membres de cette garde pouvant l'escorter dans des déplacements.

Au cours d'entretiens ultérieurs, il a été précisé que cette escorte ne pouvait dépasser 10 ou 15 hommes au plus. Je souhaite souligner qu'aucun membre de la Gendarmerie n'est autorisé à circuler dans Elisabethville en armes ni en uniforme. L'escorte qui a accompagné Mr. Tshombe lors de son retour de Kolwezi peut demeurer à la résidence pour assurer sa sécurité en collaboration avec la police locale.

Il m'a toutefois été signalé que des militaires en armes ou en uniforme suraient été vus à plusieurs reprises à la résidence, à Elisabethville, en nombre très supérieur à la limite permise.

Vous conviendrez, j'en suis sûr, qu'il est nécessaire d'éviter toutes infractions aux décisions du 17 janvier, car elles risquent de susciter des malentendus ou même des incidents. Je vous serais donc obligé de remettre sans délai au bureau du Représentant des Nations Unies à Elisabethville, la liste nominative des membres de la petite escorte du Président qui l'ont accompagné de Kolwezi à Elisabethville et qui sont autorisés à rester en uniforme à la Résidence. En vue de faciliter les vérifications, les Autorités

de l'ONUC se rendront à la Résidence demain, 19 février, à 11 heures locale, pour s'assurer du respect des décisions du 17 janvier et instituer un dispositif normal de vérification.

Vous comprendrez naturellement qu'il s'agit d'un problème essentiellement temporaire, étant donné que les dispositifs de sécurité en question n'auront plus leur raison d'être après l'incorporation de la Gendarmerie, opération qui devrait en principe se terminer à bref délai.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma considération distinguée.

Eliud W; Mathu
Représentant des Nations Unies
à Elisabethville.

Son Excellence M. le Ministre
Evariste KIMBA,
Elisabethville, (Sud Katanga)
République du Congo.

ETAT DU KATANGA

Cabinet du Président

SR/1768

Elisabethville, le 8 février 1963.
S. P. 748

A Monsieur le Représentant de
l'Organisation des Nations Unies
ELISABETHVILLE.

Monsieur le Représentant,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir, pour votre information,
copie de la lettre que le Président du Katanga a adressée ce jour à Monsieur
le Premier Ministre ADOULA.

Veillez agréer, Monsieur le Représentant, l'assurance de
ma considération distinguée.

Pour le Président empêché,
le Ministre chargé des affaires étrangères,

K. KIMBA.

8 février 1963.

A Monsieur ADOULA,
Premier Ministre de la République du
Congo à
LEOPOLDVILLE.

Monsieur le Premier Ministre,

Conformément au Plan Thant de réconciliation nationale,
ainsi qu'à ma déclaration faite à Kolwezi le 14 janvier, j'ai l'honneur de
vous faire savoir que je suis disposé à vous envoyer dans l'immédiat, les
personnalités qui pourront faire partie du Gouvernement Central.

Veillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'assurance
de ma très haute considération.

Le Président du Katanga,

Mofse TSHOMBE.

NOTE VERBALE

Le Président du Katanga, présente ses compliments à Monsieur le Représentant de l'Organisation des Nations-Unies à Elisabethville et le prie de bien vouloir faire parvenir la lettre ci-jointe adressée à Monsieur le Premier Ministre ADOULA.

Il saisit cette occasion pour assurer Monsieur le Représentant de sa considération distinguée.

ETAT DU KATANGA

CABINET DU PRESIDENT

SR/1740

Elisabethville, le 5 février 1963

Monsieur le Représentant de l'Organisation
des Nations-Unies à
ELISABETHVILLE

Monsieur le Représentant,

Suite à mon état de santé et ayant terminé l'application des clauses du Plan Thant, j'ai décidé de me rendre à Salisbury afin de me faire examiner par des spécialistes. Je profiterai de cette occasion pour prendre quelques jours de repos.

Le Ministre KIMBA assurera l'interim. S'il y avait la moindre difficulté je reviendrais immédiatement.

Veuillez agréer, Monsieur le Représentant, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Président du Katanga

Moïse TSHOMBE.

RECEIVED

1963 FEB -5 PM 6:45

O.N.U.C.

ACTION	
CIVILIAN	MILITARY
U 10	

UC--173

1963 FEB -5 PM 6:20

4UC90--063

SS 4UC75

DE 4UC90 60/9870

FM ONUCEVILLE

TO ONUC LEOPOLDVILLE

BT

UNCLAS ELLEO 413 GARDINER FROM MATHU

FOLLOWING COMMUNIQUE DATED 5 FEB 63 ISSUED BY TSHOMBE COLON QUOTE
LE GOUVERNEMENT DU KATANGA A PRIS LA DECISION D'APPLIQUER INTERGRALE-
MENT ET LOVALEMENT LE PLAN THANT SEMI COLON CETTE MESURE A ETE PRISE
DANS L'INTERET MUTUELLE DES POPLUATIONS KATANGAISES ET CONGOLAISES. PARA.
LE GOUVERNEMENT ET LA POPLUATION DU KATANGA ATTENDENT AVEC CONIANCE
LES MEMES MESURES POSITIVES DE LA PART DU GOUVERNEMENT CENTRAL DE
MAIERE A REALISER PARFAITEMENT UNE VERIHABLE RECONCILIATION NATIONALE.
PARA. LE GOUVERNEMENT DU KATANGA CONTIUE D'ESERCER PLEINEMENT LE MANDAT
DONT IL A ETE
LEGALEMENT INVESTI. IL EST DECIDE A PRENDRE TOUTES LES MESURE QUI
S'IMPOSERAIENT POUR FAIRE RESPECTER L'ORDERE ET ME PERMETTRA PAS QUE
CERTAINS IRRESPONSABLES CONTINUENT LEUR COMPAGNE DE SUBVERSION. PARA.
LA POLITIQUE
DU KATAINGA DEMEURE L'ENTENTE ENTRE TOUTES LES ETHNIES DU CONGO ET LA
REPRESSION DE TOUTES LES LUTTES TRIBALES. PATA. LA REALISATION DU PLAN
THANT RESTE NOTRE PREMIER OBJECTIF ET LE GOUVERNEMENT EN A REMPLI
TOUTES LES OBLIGATIONS SEMI COLON AUX TROIS GOUVERNEMENTS QUI
L'AVAIENT PRECONISE ET APPUYE,
NOUS DEMANDONS D'EN ASSURER ET D'EN VERIFIER LA LOYALE EXECUTIONS.
UNQUOTE.

BT

ACTION
147
CIVILIAN
O/C

RECEIVED

1963 FEB -5 PM 8:06
O.N.U.C.

1963 FEB -5 PM 5:03

NNNNNN

UC---149

4UC90 047

FF 4UC75

05983

DE 4UC90 47/05

FM ONUC EVILLE

TO ONUC LEO

BT

UNCLAS ELLEO 407 GARDINER FROM MATHU FOLLOWINGLIS TEXT OF NOTE
VERBALE NO. 2/A.E.L. DATED 5 FEBRUARY 1963 ADDRESSED TO MATHU
FROM CONSULAT GENERAL DE FRXNCE, EVILLE, COLON QUOTE LE CONSULAT
GENERAL DE FRANCE PRESENTE SES COMPLIMENTS A MONSIEUR LE REPRESENTANT
DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES A ELISABETHVILLE, ET A
L'HONNEUR DE LIU FAIRE SAVOIR CE QUI SUIT: PARA. LE GOUVERNEMENT
DU SENEGAL A DEMANDE A CE CONSULAT GENERAL DE LE RENSEIGNER EN
DETAILS SUR LES RESULTATS DE L'ENQUETE MENEE PAR LE PARQUET
D'ELSIABETHVILLE ET LES AUROTITES DE L'ONUC AU SUJET DE LA MORT DE
MONSIEUR DOUKOURD JAMOI, QUI D'APRES LEEEEEEES TEMOIGNAGES CONCORDANTS
DE SA FAMILLE ET DE SES VOISINS, AURAIT ETE TUE PAR UN SOLDAT
CFN ELLEO 407 NO. 2/A.E.L. 5/1963

ETHIOPIEN, LE 29 DECEMBRE 1962 A 14 H. 45. PARA. LE CONSULAT GENERAL DE FRANCE AVAIT, DES QU'IL EN AVAIT ETE AVERTI, SIGNALE LES FAITS A L'ONUC, ET AVAIT PARTICIPE AUX DEBUTS DE L'ENQUETE, TANT SUR LES LIEUX MEMES DU DRAME, QU'AU QUARTIER GENERAL DE L'ONUC. C'EST AINSI QUE LE CONSUL GENERAL S'ETAIT RENDU, EN COMPAGNIE D'UN OFFICIER ETHIOPIEN AU DOMICILE DE LA VICTIME (AVENUE LUNDA, CUMMUNE ALBERT), ET AVAIT ACCOOPABNE LES TEMOINS DANS LE BUREEU DE MONSIEUR VALDES, QUI LES AVAIT LONGUEMENT INTERROGES EN SA PRESENCE. L'AFFAIRE AVAIT ETE ENSUITE EVOQUEE LORS D'UNE REUNION TENUE CHEZ LE COLONEL COMMANDANT LES TROUPES ETHIOPIENNES. PARA. N'AYANT ENCORE RECU AUCUNE INFORMATION AU SUJET DE L'ENQUETE MENEES PAR LES SERVICES DE L'ONUC, LE CONSULAT GENERAL DE FRANCE SE PERMET D'APPELER L'ATTENTION DE MONSIEUR LE REPRESENTANT DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES SUR CETTE AFFAIRE, EN SOUHAITANT QUE LES RESULTATS DES INVESTIGATIONS DE L'ONUC LIU SOIENT COMMUNIQUEES DES QUE POSSIBLE. PARA SALUTATIONS UNQUOTE
BT

CFN ~~20~~ 19 02 14 H 45
05/1430Z FEB 4UC90-533)

NNNN



AVIAD, INC.

HANGAR 1, SCHIPHOL INTERNATIONAL AIRPORT AMSTERDAM, THE NETHERLANDS
PHONE: 150643 DE 122123 (ANSWERING SERVICE); TELEX: 14046; CABLE ADDRESS: AVIAD

Directors:
W. H. Remond
R. L. Farquhar

PROPOSITION POUR LE GOUVERNEMENT DE KATANGA

Cher Monsieur le Président,

AVIAD veut bien que vous considérez deux propositions qui sont
concerner avec l'objet de renforcer la position mondial de Katanga.

I. L'obtient pour usage par le Gouvernement de Katanga de ces avions
déposés par l'ONU.

AVIAD a la permission du Commandeur de l'Air d'ONU de déléguer
les avions de Elizabethville, et AVIAD peut montrer une lettre
de compte du Gouvernement de Katanga. AVIAD peut déplacer ces
avions en Hollande ou AVIADLAND, la partie technique d'AVIAD peut les
réparer qu'ils seront complètement assés.

Cela coûtera le Gouvernement de Katanga environ 3.150.000.- Francs
Belge, pour le déplacement et pour les réparations.

Les avions utilisés par Katanga seront retournés en Rhodésie,
ou ils seront enregistrés et faire en marche par une Compagnie
Rhodésienne possédée par le Gouvernement de Katanga.

Aucun de ces avions seront militaire. Ils seront des avions
civils commerciaux marchant sous un drapeau Rhodésien, peut-être
affrétés par Katanga.

Cela leur donnera un accès à toutes les pays Africain incluant
Katanga. Après que les problèmes nouveaux seront résolus les
avions peuvent être re-enregistrés comme des avions de Katanga,
et recommencer le nouveau comme AIR KATANGA.

Quelques de ces avions pas utilisés par Katanga seront vendus
pour la somme de dur en Hollande, en payant pour le déplacement
et la réparations des autres avions retournés en Rhodésie.

Il sera bien possible que le Gouvernement de Katanga gagnera
au moins que 1.500.000.- Francs Belge en faisant ceci.

II. AVIAD veut proposer à Monsieur le Président une méthode de
communication et de fourniture entre Katanga et l'Europe qui
ne dépend pas de SABOTA, l'ONU ou les Chemins de Fer.

AVIAD peut obtenir, enregistrer et faire en marche un grand avion
de transport pour le Gouvernement de Katanga.

511/ Etat du Katanga ✓
Services à la Présidence
N. 348 Dats 2 février 1963
Classement 511

Aviation Advisors & Consultants - Air Brokers



AVIAD, INC.

HANGAR 5, SCHIPHOL INTERNATIONAL AIRPORT AMSTERDAM, THE NETHERLANDS
PHONE: 150443 OR 123123 (ANSWERING SERVICE) TELEX: 14044 CABLE ADDRESS: AVIAD

Directors:
W. H. Kennedy
R. L. Farquhar

Page 2.

Les deux avions de type Constellation seront possible d'être achetés de K.L.M. pour le prix de 19.600.000.- Francs Belge par avion. K.L.M. peut donner les parts de rechange, les moteurs et instruire son équipage. AVIOLANDA peut faire le maintien de routine. Ces avions peuvent être enregistrés en Rhodésie par la même Compagnie possédée par le Gouvernement de Katanga et peuvent voler dans toutes le monde.

Ces Constellations seront capable de transporter 10 tonnes de fret ou bien 80 passagers de Salisbury en Hollande ou bien une combinaison des deux de fret et de passagers.

Avec les Constellations aller et retour de Salisbury, les DC4 peuvent voler entre Kolwezi et Salisbury donnant de service de Katanga en Hollande et retour. Cette Compagnie Aérienne de Katanga gardera les lignes de fourniture et de communication ouverte sans dépendre de UNAMA, l'ONU ou le Gouvernement de Leopoldville. Aussi avec les radios des avions, le Gouvernement de Katanga aura une communication de voix direct avec Amsterdam.

Par les agents de vente d'AVIAD en Rhodésie, Usambira et partout en monde, nous pouvons vendre des billets de passagers et de fret commercial en recevant aussi le signal d'air pour le Gouvernement de Katanga.

Sous le cas que Monsieur le Président reprend les discussions avec le Gouvernement de Leopoldville cette Compagnie Aérienne sera un argument très fort dans la faveur du Gouvernement de Katanga.

AVIAD considère que ce plan ci et le meilleur "Palais de Résistance" que Katanga peut montrer à ce temps.

En Vous remerciant de votre considération, je Vous prie Monsieur le Président d'accepter mes salutations les plus sincères,

Etat de KATANGA
Département des Travaux Publics
Entré le 5/2/63
Pour le No 459

Classement: 511.5

(W.H. Kennedy)

Aviation Advisors & Consultants - Air Brokers

UC08A

4UC90--026

FF 4UC75

DE 4UC90 26/03

FM ONUC EVILLE

TO ONUC LEO

BT

UNCLAS ELLEO 385. GARDINER FROM MATHU. FURTHER TO OUR ELLEO 373.
FOLLOWING COPY OF REPLY TO TSHOMBE DATED 2 FEBRUARY RECEIVED FROM
ILEO. J'AI L'HONNEUR DE ME REFERER A VOTRE LETTRE SR/1738. DU 2
FEVRIER 1963 RELATIVE A CERTAINES MANIFESTATIONS DE FOULE. JE SUIS
BIEN D'ACCORD AVEC VOUS QU'IL EST DE L'INTERET DE TOUS QUE LA
REGLEMENTATION EN LA MATIERE SOIT RESPECTEE. ET JE PRENDS ACTE DE CE
QUE VOUS AVEZ L'INTENTION DE LAISSER S'ORGANISER DES MANIFESTATIONS
DE SYMPATHIE A L'EGARD DU GOUVERNEMENT CENTRAL, POURVU QUE LA
POLICE AIT PU PRENDRE SES DISPOSITIONS EN VUE DE PREVENIR DES INCIDENTS.
IL ME PARAIT NOTAMMENT INDIQUE QUE DE TELLES MANIFESTATIONS
CFN ELLEO 385 373 2 SR/1738 2 1963

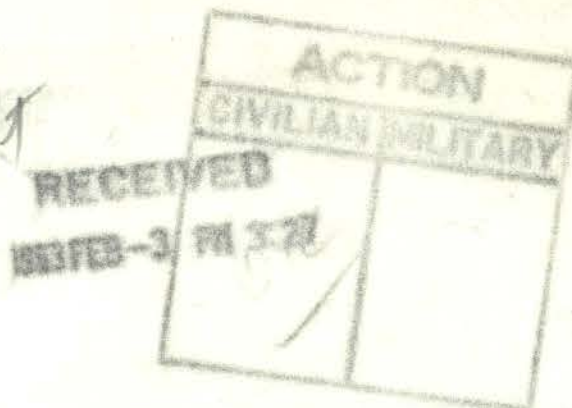
PAGE TWO DE 4UC90 26/03

SOIENT CANALISEES PAR DES DETACHEMENTS MIXTES DES FORCES DE L'ORDRE.
JE PROFITE DE CETTE OCCASION POUR VOUS SIGNALER L'ETONNEMENT,
PASSIF JUSQU'ICI QU'EPROUVE UNE GRANDE PARTIE DE L'OPINION PUBLIQUE
EN CONSTATANT LE MAINTIEN DE CERTAINS SIGNES EXTERIEURS
(FANION SUR DES VOITURES OFFICIELLES, DRAPEAU SUR DES RESIDENCES)
D'UNE SECESSION QUI EST A JAMAIS REVOLUE ET DONT VOUS AVEZ EU LE
COURAGE DE PROCLAMER VOUS-MEME LA FIN. JE VOUS PRIE D'ACREER,
MONSIEUR LE PRESIDENT, L'ASSURANCE DE MA HAUTE CONSIDERATIO.
LE MINISTRE D'ETAT J ILEO

BT

CFN NIL

03/1410Z FEB 4UC90



Encl 375

G-372 TO NY

KC-325

Elisabethville, le 2 février 1963.

Monsieur le Président,

Au nom du Représentant des Nations Unies à Elisabethville, j'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre de ce jour (SR/1736), et de vous exprimer la satisfaction que nous éprouvons en apprenant de votre part que vous seriez tombé d'accord avec Monsieur le Ministre Ilco au sujet de la participation du Commandant en chef de la Gendarmerie, aux cérémonies du serment d'allégeance au Président de la République, conformément au Plan de réconciliation nationale du Secrétaire général.

A propos du dernier point de votre lettre, vous savez certainement que l'ONUC n'arrête ni les gendarmes ni toute autre personne qui se conforme à Elisabethville, aux règles qu'elle doit imposer en vertu de son mandat de maintien de l'ordre public et de la sécurité. Plus particulièrement, la règle qui exige que les gendarmes s'abstiennent de se rendre en ville en uniforme ou armés demeure naturellement en vigueur jusqu'à nouvel avis, et j'ai pu me rendre compte au cours de notre entretien téléphonique d'hier soir que vous comprenez parfaitement que l'ONUC continuera à l'appliquer. Les décisions relatives à l'exécution du mandat de l'ONUC ne peuvent être prises que par le Secrétaire-général et, sous son autorité, par le Chargé de la Mission des Nations Unies au Congo.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma considération distinguée.

Ces

S.E. M. le Président
Moïse TSHOMBE
ELISABETHVILLE (Sud-Katanga)

George L. Sherry
Adjoint Spécial du
Chargé de la Mission des Nations Unies au Congo

KG - 324

NOTE VERBALE

Les Représentant des Nations Unies à Elisabethville présente ses compliments à Son Excellence, Monsieur le Président Moïse Tshombe, et a l'honneur de lui transmettre ci-après le texte d'une lettre que lui adresse Monsieur Robert K. Gardiner, Chargé de la Mission ONUC, en date du 1er février 1963 :

" Président de la Province du Sud-Katanga.

" Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre SR/1721 en date du 25 Janvier 1963, concernant les décisions prises le 17 janvier 1963 au cours des discussions sur les modalités d'entrée des troupes de l'ONUC à Kolwezi.

Il y a eu évidemment un regrettable malentendu qui a conduit à deux interprétations différentes de la clause 3 de ces décisions. Je tiens à signaler que les instructions données aux Représentants de l'ONUC excluaient sans équivoque la possibilité de retour de gendarmes armés ou en uniforme à Elisabethville.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération très distinguée. "

Le Représentant des Nations Unies à Elisabethville saisit cette occasion pour renouveler à Son Excellence, Monsieur le Président Moïse Tshombe, l'expression de sa haute considération.

Elisabethville, 1er février 1963

VRU

ACTION
CIVILIAN
OK

RECEIVED
1963 FEB -2 PM 4:32

1963 FEB -2 PM 4:37
O.N.U.C.

Poloo Kat

UC 146

4UC90 055

FF 4UC75

05529

DE 4UC90 55/02

FM ONUC EVILLE

TO ONUC LEO

BT

UNCLAS ELLEO 373 GARDINER FROM MATHU FOLLOWING

LETTER NO. SR/1739 DATED 2 FEBRUARY 1963 RECEIVED FROM TSHOMBE.
QUOTE MONSIEUR LE REPRESENTANT , JE VOUS PRIE DE BIEN VOULOIR TROUVER
CE-JOINT, POUR VOTRE INFORMATIONS, COPIE DE LA LETTRE QUE J'ADRESSE
CE JTUR A MONSIEUR LE MINISTRE ILEO. PARA JE VOUS EN SOUHAITE
BONNE RECEPTION ET VOUS PRIE D'AGREER MONSIEUR LE REPRESENTANT
L'ASSURANCE DE MA CONSIDERATION DISTINGUEE. UNQUOTE. ATTACHED
COPY OF LETTER TO ILEO AS FOLLOWS. QUOTE MONSIEUR LE MINISTRE, J'AI
L'HONNEUR DE PORTER A VOTRE CONNAISSANCE QUE DEPUIS DEUX
JOURS, EN DEBIT D'UN ARRETE DU PREMIER BOURGMESTRE INTERDISANT LES
RASSEMBLEMENTS DE PLUS DE CINQ PERSONNES, DES GENS SORTANT DU CAMP DE
CFN ELLEO 373 SR/1739 2 1963

PAGE TWO DE 4UC90 55/02

REFUGIES ONT ORGANISE DES MANIFESTATIONS HOSTILES A
CARACTERE POLITIQUE, CE QUI POURRAIT PROVOQUER DES INCIDENTS
MALHEUREUX. PARA VOUS SEREZ D'ACCORD AVEC MOI POUR QUE L'ARRETE
SIGNE PAR LE PREMIER BOURGMESTRE SOIT SCHUPULEUSEMENT RESPECTE DANS
L'INTERET DE TOUS. PARA J'AI ORDONNE PAR CONSEQUENT A LA POLICE
D'ETRE VIGILENTE AFIN DE PREVENIR DES INCIDENTS. S'IL Y A DES GENS
QUI VEULENT ORGANISER DES MANIFESTATIONS DE SYMPATHIE, LE
GOUVERNEMENT EST PRET A AIDER A L'ORGANISATION DE CES
MANIFESTATIONS DE SYMPATHIE A L'EGARD DE COICONQUE MAIS,
DANS L'INTERET DU PAYS, LES MANIFESTANTS DOIVENT SE CONFORMER AUX
PRESCRIPTIONS LEGALES POUR QUE LA POLICE PUISSE PRENDRE LES
DISPOSITIONS NECESSAIRES EN VUE DE PREVENIR LES INCIDENTS. PARA
A L'HEURE PRESENTE, DES MANIFESTATION SE PROMENENT DANS LES COMMUNES
EN CRIANT DES SLOGANS INJURIEUX CE QUI NE PEUT QU'ETRE NUISIBLE AU
PLAN DE RECONCILIATION NATIONALE. SALUTATIONS UNQUOTE

BT

CFN NIL

02/1405Z FEB 4UC90

NNNN

ETAT DU KATANGA

Cabinet du Président
SR/1739.

Elisabethville, le 2 février 1963.
S. P. 748

Monsieur le Représentant de l'Organisation
des Nations-Unies à

ELISABETHVILLE.

Monsieur le Représentant,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint, pour votre
information, copie de la lettre que j'adresse ce jour à Monsieur le Ministre
ILEO.

Je vous en souhaite bonne réception, et vous prie d'agréer,
Monsieur le Représentant, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Président du Katanga,

Mofse TSHOMBE.

2 février 1963

SR/1730

A Monsieur le Ministre ILBO
ELISABETHVILLE.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que depuis deux jours, en dépit d'un arrêté du Premier Bourgmestre interdisant les rassemblements de plus de cinq personnes, des gens sortant du Camp de réfugiés ont organisé des manifestations hostiles à caractère politique, ce qui pourrait provoquer des incidents malheureux.

Vous serez d'accord avec moi pour que l'Arrêté signé par le Premier Bourgmestre soit scrupuleusement respecté dans l'intérêt de tous.

J'ai ordonné par conséquent à la Police d'être vigilante afin de prévenir des incidents. S'il y a des gens qui veulent organiser des manifestations de sympathie, le Gouvernement est prêt à aider à l'organisation de ces manifestations de sympathie à l'égard de quiconque mais, dans l'intérêt du pays, les manifestants doivent se conformer aux prescriptions légales pour que la Police puisse prendre les dispositions nécessaires en vue de prévenir les incidents.

A l'heure présente, des manifestants se promènent dans les communes en criant des slogans injurieux ce qui ne peut qu'être nuisible au plan de Réconciliation Nationale.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Le Président du Katanga,
Moïse Tshobé.

G-372
to NY

UC095

4UC90 036

SS 4UC75

DE 4UC90 36/02

FM ONUC EVILLE

TO ONUC LEO

05485

RECEIVED 1963 FEB -2 14 241
1963 FEB -2 14 241 O.N.U.C.

C/Pd 100
Rat

BT

UNCLAS ELLEO 371 GARDINER FROM NATHU HERewith LETTER SR 1736
DATED 2 FEBRUARY 1963 FROM TSHOMBE: QUOTE MONSIEUR LE REPRESENTANT,
EN SUITE A NOTRE ENTRETIEN TELEPHONIQUE D'HIER SOIR, JE ME SUIS MIS
EN RAPPORT CE MATIN AVEC MONSIEUR LE MINISTRE ILEO AU SUJET DU
GENERAL MUKE ET IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT:

PARA MONSIEUR LE MINISTRE ILEO SE METTRA EN CONTACT IMMEDIATEMENT
AVEC LES AUTORITES SUPERIEURES DE LEOPOLDVILLE POUR FIXER UNE DATE
DE DEPART ET DE RETOUR DU GENERAL, AFIN QU'IL PUISSE CONTINUER A
REGROUPER LES GENDARMES EN VUE DE LEUR REINTEGRATION. PARA IL A AUSSI
ETE DECIDE QU'AFIN DE FACILITER MA TACHE ET CELLE DU GENERAL, L'ONU
DEVRAIT S'ABSTENIR D'ARRETER LES GENDARMES. SALUTATIONS. LE
PRESIDENT DU KATANGA MOISE TSHOMBE. UNQUOTE APPROPRIATE REPLY
WELL BE SENT.

BT

CFN ELLEO 371 SR 1736 2 1963

02/1149Z FEB 4UC90

THE END OF THE LINE

1st February 1963

G-348

FOLLOWING FOR INFORMATION RECEIVED FROM MATHU EVILLE (ELLEO 351)

QUOTE FOLLOWING IS TEST OF SR/1732 DATED 31 JAN 1963 RECEIVED FROM TSHOMBE. SUBQUOTE MONSIEUR LE REPRESENTANT, FAISANT SUITE A NOTRE LETTRE DU 28 JANVIER 1963 REF SR/1722 (G-288) NOUS VOUS PRIONS DE TROUVER CI-DESSOUS QUELQUES RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES CONCERNANT LES PERSONNES CHARGEES D'ATTENDRE A MA VIE ET A CELLE DE CERTAINS MEMBRES DE MON GOUVERNEMENT. PARA. LA MISSION EST COMMANDEE PAR M. SOUMOY ATTACHE A L'AMBASSADE CONGOLAISE A BRUXELLES QUI A DELEGUE A ELI MM. DELCOURT RAYMOND ET GRONERT CASIMIR QUI SE TROUVENT ACTUELLEMENT A ELISABETHVILLE OU ILS LOGENT A L'HOTEL LEO II. LES DEUX INTERESSES RESIDENT A ELI EN QUALITE DE JOURNALISTES DE L'AGENCE DELMAS. ILS ONT OBTENU UNE CARTE DE PRESSE CONGOLAISE ET DE ~~KIAKEXXDELMAXX~~ L'ONUC. PARA. DEVAUX PAL ET TROIS FRANCAIS NON IDENTIFIES SONT EGALEMENT A ELI. SALUTATIONS. UNSUBQUOTE. UNQUOTE.

Ex 360

ETAT DU KATANGA

Cabinet du Président
SR/1731

Elisabethville, le 1er Janvier 1963
S. P. 248

Monsieur le Représentant de l'Organisation
des Nations-Unies à

ELISABETHVILLE

Monsieur le Représentant,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre
lettre KG-121 du 31 Janvier 1963.

Nous avons appris avec plaisir que tout se
déroulera dans le cadre du Plan de réconciliation nationale du Secrétaire
Général.

Nous venons d'autre part d'écrire à Monsieur
le Ministre ILBO. Une réunion aura peut-être lieu demain matin pour
mettre au point une fois pour toutes le problème de la Gendarmerie.

Veuillez agréer, Monsieur le Représentant,
l'assurance de ma considération très distinguée.

Le Président du Katanga,

Mohamed TSHOMBE

6-355 24

Elle 351

Monsieur le Représentant de l'Organisation
des Nations-Unies,

ELISABETHVILLE.

Monsieur le Représentant,

g-288
Faisant suite à notre lettre du 28 janvier 1963,
Réf: SR/1722, nous vous prions de trouver ci-dessous quelques renseignements
complémentaires concernant les personnes chargées d'attenter à ma vie et
à celle de certains membres de mon Gouvernement.

La mission est commandée par M. SOUMOUY,
attaché à l'Ambassade congolaise à Bruxelles, qui a délégué à Elisabethville
MM. DELCOURT Raymond et GRONERT Casimir qui se trouvent actuellement
à Elisabethville où ils logent à l'Hôtel Léo II. Les deux intéressés résident
à Elisabethville en qualité de journaliste de l'Agence DELMAS. Ils ont obtenu
une carte de presse congolaise et de l'ONUC.

DEVAUX Paul et trois français non identifiés
sont également à Elisabethville.

Veuillez agréer, Monsieur le Représentant,
l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Le Président du Katanga,

Mofse Tshombe.

UNITED NATIONS — NATIONS UNIES

INDICATE
PRECEDENCE

LET	SVC Service	FFFFF Excluded	SSSSS Priority	X PRIORITY NATIONS
-----	----------------	-------------------	-------------------	--------------------------

Priority Nations traffic
is strictly limited.

(N R

CLEAR

PRIORITY - 1

Address (s)

ONUC ELIZABETHVILLE

1st February 1963

O.N.U.C.

USE DOUBLE SPACING

(TEXT & SIGNATURE)

(insert prefix &/ or number as required)

N° EV- 192

MATHU PREM CHAND FROM GARDINER

REF ELDO 282. PLEASE TRANSMIT FOLLOWING LETTER FROM ME TO
TSHOMBE QUOTE PRESIDENT DE LA PROVINCE DU SUD-KATANGA UNQUOTE.

QUOTE MONSIEUR LE PRESIDENT, J'AI L'HONNEUR D'ACCUSER RECEPTION
DE VOTRE LETTRE SR/1721 EN DATE DU 25 JANVIER 1963 CONCERNANT
LES DECISIONS PRISES LE 17 JANVIER 1963 AU COURS DES
DISCUSSIONS SUR LES MODALITES D'ENTREE DES TROUPES DE L'ONUC
A KOIWEZI. PARA. IL Y A EU EVIDEMMENT UN REGRETTABLE
MALENTENDU QUI A CONDUIT A DEUX INTERPRETATIONS DIFFERENTES
DE LA CLAUSE TROIS DE CES DECISIONS. N'AYANT PAS ASSISTE
AUX DISCUSSIONS, JE NE VEUX ME PRONONCER A CE SUJET, MAIS
JE SAIS QUE LES INSTRUCTIONS QUE J'AI DONNEES A MES REPRESENTANTS
REPRESENTAIENT SANS EQUIVOQUE LA POSSIBILITE DE RETOUR DE
GENDARMES ARMES OU EN UNIFORME A ELIZABETHVILLE. PARA.
VEUILLEZ AGREER, MONSIEUR LE PRESIDENT, L'ASSURANCE DE MA
CONSIDERATION TRES DISTINGUEE. SIGNEE R.K.A. GARDINER,
CHARGE DE LA MISSION DES NATIONS UNIES AU CONGO. UNQUOTE.

FTL/am

Drafted by : F.T. Liu
Authorized : R.K.A. Gardiner
Date : 1/2/1963

T O R

BY :

T O D

original
delivered to
Mr. Conrad
JF

RECEIVED
1963 JAN 31 PM 6:39

C Pollock &
check if
(this has
gone to
New York)

UC183 PAGE ONE TEXT CCC

4UC90--057

SS 4U75

DE 4UC90 57/31

FM ONUC EVILLE

TO ONUC LEO

BT

UNCLAS ELLEO 350. GARDINER FROM MATHU. FURTHER TO OUR ^{G-}[ELLEO 344]
HEREWITH REPLY KG-323 DATED 31 JANUARY AND DELIVERED TONIGHT. QUOTE
MONSIEUR LE PRESIDENT, J'AI L'HONNEUR D'ACCUSER RECEPTION, AU NOM DU
REPRESENTANT DES NATIONS UNIES A ELISABETHVILLE DE VOTRE LETTRE DU
31 JANVIER 1963 (SR/1727) AINSI QUE DES PEICES QUI Y ETAIENT JOINTES.
PARA DES DISPOSITIONS SONT PRISES EN VUE DE TRANSPORTER LES OFFICIERS
EN QUESTION A LEOPOLDVILLE PAR AVION LE 1ER OU LE 2 FEVRIER 1963.
JE VEUX CROIRE QUE L'AUTRE LISTE DONT COUS PALREZ PARVIENDRA A
L'ONUC ASSEZ TOT POUR LUI PERMETTRE DE FAIRE VOYAGER, SIPOSSIBLE
LE DEUXIEME GROUPE AVEC LE PREMIER. PARA JE REMARQUE TOTEFOS QUE
CFN ELLEO ~~350~~ KG-323 ~~31~~ ~~31~~ ~~1963~~ (SR/1727) ~~1ER~~ ~~2~~ ~~1963~~

OIC
01

05106

PAGE TWO DE 4UC90 57/31

LE GENERAL MUKE NE FIGURE PAS SUR LA LISTE BIEN QUE VOTRE LETTRE SIGNALE QU'IL A ETE CHARGE DE CONTACTER TOUS LES AUTRES OFFICIERS ET DE LES PERSUADER DE SE RENDRE A LEO. OR NOUS ESTIMONS QUE QUELLE QUE SOIT L'INSUBORDINATION DONT CERTAINS OFFICIERS POURRAIENT FAIRE PRECUE, LE COMMANDANT-EN-CHEF DE LA GENDARMERIE DOIT PRETER LE SERMENT D'ALLEGANCE CONFORMEMENT AUX DISPOSITIONS EXPRESSES DU PLAN DE RECONCILIATION NATIONAL DU SECRETAIRE-GENERAL. PARA QUANT AUX OFFICIERS QUI REFUSERONT DE PRETER SERMENT, IL SERONT EVIDEMMENT CONSIDERES PAR L'ONUC COMME DEPOUILLES DE LEUR STATUT MILITAIRE, INDEPENDAMMENT DE TOUTEE MESURE QUE LE GOUVERNEMENT CENTRWL PEUT DECIDER DE PRENDRE CONTRE EUX DE SAEZTROPRE AUTORITE. SALUTATIONS. UNQUOTE. SIGNED GEORGE SHERRY

BT

CFN ~~NIL~~

31/1740Z JAN 4UC90

NNNNN

OUTGOING CLEAR CABLE

PRIORITY

LEOPOLDVILLE

1 FEBRUARY 63

UNATIONS NY

G- 340

BUNCHE FROM GARDINER

FOLLOWING FOR INFORMATION FROM MATHU (ELLED 350): QUOTE FURTHER TO OUR (ELLED 344) G-336 HEREWITH REPLY KG-323 DATED 31 JANUARY AND DELIVERED TONIGHT. SUBQUOTE: MONSIEUR LE PRESIDENT, J'AI L'HONNEUR D'ACCUSER RECEPTION, AU NOM DU REPRESENTANT DES NATIONS UNIES A ELISABETHVILLE DE VOTRE LETTRE DU 31 JANVIER 1963 (SR/1727) AINSI QUE DES PIECES QUI Y ETAIENT JOINTES. PARA DES DISPOSITIONS SONT PRISES EN VUE DE TRANSPORTER LES OFFICIERS EN QUESTION A LEOPOLDVILLE PAR AVION LE 1ER OU LE 2 FEVRIER 1963. JE VEUX CROIRE QUE L'AUTRE LISTE DONT VOUS PARLEZ PARVIENDRA A L'ONUC ASSEZ TOT POUR LUI PERMETTRE DE FAIRE VOYAGER, SI POSSIBLE LE DEUXIEME GROUPE AVEC LE PREMIER. PARA JE REMARQUE TOUTEFOIS QUE LE GENERAL MUKE NE FIGURE PAS SUR LA LISTE BIEN QUE VOTRE LETTRE SIGNALE QU'IL A ETE CHARGE DE CONTACTER TOUS LES AUTRES OFFICIERS ET DE LES PERSUADER DE SE RENDRE A LEO. OR NOUS ESTIMONS QUE QUELLE QUE SOIT L'INSUBORDINATION DONT CERTAINS OFFICIERS POURRAIENT FAIRE PREUVE, LE COM-ANDANT-EN-CHEF DE LA GENDARMERIE DOIT PRETER LE SERMENT D'ALLEGANCE CONFORMEMENT AUX DISPOSITIONS EXPRESSES DU PLAN DE RECONCILIATION NATIONAL DU SECRETAIRE-GENERAL. PARA QUANT AUX OFFICIERS QUI REFUSERONT DE PRETER SERMENT, IL SERONT EVIDEMMENT CONSIDERES PAR L'ONUC COMME DEPOUILLES DE LEUR STATUT MILITAIRE, INDEPENDAMMENT DE TOUTE MESURE QUE LE GOUVERNEMENT CENTRAL PEUT DECIDER DE PRENDRE CONTRE EUX DE SA PROPRE AUTORITE. SALUTATIONS. UNSUBQUOTE. SIGNED GEORGE SHERRY. UNQUOTE.

RG/jg

LEOPOLDVILLE

OUTGOING CLEAR CABLE

PRIORITY

31.1.63

UNATIONS NEW YORK

G-2 336

BUNCHE FROM GARDINER

FOLLOWING FOR INFORMATION RECEIVED FROM MATHU PREM CHAND EVILLE (ILLEO 344)
QUOTE. FOLLOWING RECEIVED FROM TSHOMBE UNDER REFERENCE SR/1727 DATED 31 JANUARY 63.
SUBQUOTE. MONSIEUR LE REPRESENTANT. PARA. ME REFERANT A VOTRE LETTRE KG 222 DU
30 JANVIER 1963, J'AI L'HONNEUR DE VOUS FAIRE PARVENIR CI-JOINT UNE LISTE
D'OFFICIERS SUPERIEURS QUI SONT PRETS A SE RENDRE A LEOPOLDVILLE POUR Y PRETER
LE SERMENT D'ALLEGANCE. PARA. NOUS AVONS CHARGE LE GENERAL MUKE DE CONTACTER
TOUS LES AUTRES OFFICIERS ET DE LES PERSUADER D'ACCEPTER DE SE RENDRE A LEO,
CERTAINS REFUSENT DE PARTIR PRETEXTANT L'INSUFFISANCE DES GARANTIES. PARA. NOUS
ESPERONS SOUS PEU POUVOIR VOUS FAIRE PARVENIR UNE AUTRE LISTE. VEUILLEZ EGALEMENT
TROUVER CI-JOINT COPIE DE LA LETTRE QUE J'ADRESSE CE JOUR A MONSIEUR LE MINISTRE
ILEO. SALUTATIONS. UNSUBQUOTE. PARA.
LIST ATTACHED AS FOLLOWS SUBQUOTE.

1. LT COLONEL MWIMBI
2. LT COLONEL MANKITO - KONGOLO
3. MAJOR MAKELEL - KONGOLO
4. MAJOR MUNYANYA
5. MAJOR KATAMBWE Maurice - KARAVIA
6. MAJOR KADIAMBA - KARAVIA
7. MAJOR MUKALAMUSHI - KARAVIA
8. MAJOR MWITWA - KARAVIA
9. MAJOR MWELWA SAMUEL - KAMINA
10. MAJOR SELEMANI (PORTEUR DE LA LETTRE)
11. CDT KAPENDA - KONGOLO
12. CAPT MWAMBA GABRIEL - KARAVIA
13. CDT OKALA IGNACE - KARAVIA
14. CAPT MUZALIA - KARAVIA
15. CAPT KAMWANGA PROSPER - KARAVIA

- 16. CAP ABEDI DONATIEU - KARAVIA
- 17. CAP KAMBULU PAULZA - KARAVIA
- 18. CAP GOMA JOSEPH - KARAVIA
- 19. CAP DOTO JOSEPH - KARAVIA

SUB
UNQUOTE

COPY OF LETTER TO ILEO ATTACHED AS FOLLOWS SUBQUOTE. MONSIEUR LE MINISTRE,
PARA. J'AI L'HONNEUR DE PORTER A VOTRE CONNAISSANCE QUE, CONFORMEMENT AU
PLAN U THANT, J'AI DECIDE D'ENVOYER A LEOPOLDVILLE DES OFFICIERS SUPERIEURS
POUR Y PRETER SERMENT D'ALLEGANCE. PARA. LA LOI SUR L'AMNISTIE N'ETANT
PAS ENCORE DECREEE JE VOUS SAURAI GRE DE ME FAIRE SAVOIR SI LES GARANTIES
PREVUES PAR LE PLAN U THANT RESTENT VALABLES. PARA. AFIN D'ACTIVER LE
REGROUPEMENT DES AUTRE OFFICIERS, CERTAINS PARLENT DE DONNER LEUR DEMISSION,
ET DANS L'INTERET DE LA RECONCILIATION NATIONALE, JE VOUS PRIE DE ME
REPOUDRE LE PLUS VITE POSSIBLE. SALUTATIONS. UNSUBQUOTE . PARA.
OFFICERS LISTED BY TSHOMBE BEING ALERTED TO FLY TO LEO MORNING 2 FEBRUARY/
WILL INFORM YOU, UNQUOTE

APPROVAL.

QUOTE J'AI L'HONNEUR D'ACCUSER RECEPTION DE VOTRE LETTRE
SR/1721 EN DATE DU 25 JANVIER 1963. PARA. J'AI ETUDIE
AVEC ATTENTION LES DECISIONS PRISES LE 17 JANVIER 1963
AU COURS DES DISCUSSIONS CONCERNANT LES MODALITES D'ENTREE
DES TROUPES DE L'ONUC A KOLWEZI. IL Y A LIEU DE SOULIGNER
QUE LES REPRESENTANTS DE L'ONUC ONT CLAIEMENT INDIQUE
QUE CES DISCUSSIONS DEVAIENT SE LIMITER A CETTE SEULE QUESTION
ET QUE VOUS AVEZ ACCEPTE CETTE POSITION. J'AI EGALEMENT
EXAMINE LE COMPTE-RENDU DE CES MEMES DISCUSSIONS. DE CET
EXAMEN JE SUIS ARRIVE A LA CONCLUSION INELUCTABLE QUE,
EN ATTENDANT L'INTEGRATION DE LA GENDARMERIE KATANGAISE
PRECONISEE DANS LE PLAN DU SECRETAIRE GENERAL, LES DECISIONS
PRISES NE PEUVENT S'APPLIQUER QU'A LA REGION DE KOLWEZI, A
LA SEULE EXCEPTION DE LA PETITE ESCORTE QUI SERA AUTORISEE
A ACCOMPAGNER LE PRESIDENT PROVINCIAL DANS SES DEPLACEMENTS
ENTRE VILLES. PARA. COMME VOUS AVEZ ETE INFORME PAR LES
REPRESENTANTS DE L'ONUC A ELISABETHVILLE, LA PRESENCE DE GENDARMES
KATANGAIS ARMES OU EN UNIFORME SERA STRICTEMENT INTERDITE DANS
LA REGION D'ELISABETHVILLE. PARA. SALUTATIONS. UNQUOTE

1723
reply to Tshombe ~~1723~~

EG 322

Elisabethville, le 30 janvier 1963

Monsieur le Président,

Au nom du Représentant des Nations Unies à Elisabethville, j'ai l'honneur d'accuser réception aujourd'hui de votre lettre BR 1723 en date du 29 janvier 1963.

En ce qui concerne la question que vous y soulevez à l'égard de la sécurité des officiers qui se rendront à Léopoldville afin d'y prêter serment d'allégeance au Président de la République, je vous prie de vous référer aux lettres EG 280 du 16 novembre 1962, et EG 318 du 19 janvier 1963 que vous a adressées M. Robert K. Gardiner, Chargé de la Mission des Nations Unies au Congo. Les assurances et garanties dont il est fait état dans ces lettres restent pleinement valables.

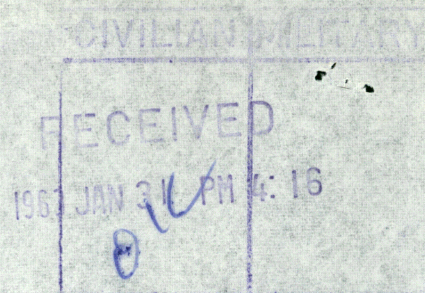
Quant aux garanties que le Gouvernement central a annoncées à diverses reprises, je suis sûr que tous les renseignements voulus à ce sujet peuvent être obtenus auprès du Ministre d'Etat résident à Elisabethville, Monsieur J. Ilco.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

George L. Sherry
Adjoint Spécial du Chargé de la
Mission des Nations Unies au Congo

Don Excellence
M. le Président Moïse Tshombe
Elisabethville

PRIORITY



UC1 62

05080

4UC90 046

SS 4UCUT

DE 4UC90 46/31

FM ONUC EVILLLE

TO ONUC LEO

BT

31-1-63
NY 60 - C1
G-336
Adm. Informed

UNCLAS ELLEO 344 GARDINER FROM MATHU PREM CHAND

FOLLOWING RECEIVED FROM TSHOMBE UNDER REFERENCE SR/1727 DATED 31 JANUARY 1963. QUOTE MONSIEUR LE REPRESENTANT PARA ME REFERANT A VOTRE LETTRE KG 222 DU 30 JANVIER 1963, J'AI L'HONNEUR DE VOUS FAIRE PARVENIR CI-JOINT UNE LISTE D'OFFICIERS SUPERIEURS QUI SONT PRETS A SE RENDRE A LEOPOLDVILLE POUR Y PRETER LE SERMENT D'ALLEGANCE. PARA NOUS AVONS CHARGE LE GENERAL MUKE DE CONTACTER TOUS LES AUTRES OFFICIERS ET DE LES PERSUADER D'ACCEPTER DE SE RENDRE A LEO, CERTAINS REFUSENT DE PARTIR PRETEXTANT L'INSUFFISANCE DES GARANTIES. PARA NOUS ESPERONS SOUS PEU POUVOIR VOUS FAIRE PARVENIR UNE AUTRE LISTE. VEUILLEZ EGALEMENT TROUVER CI-JOINT COPI DE LA LETTRE QUE J'ADRESSE CE JOUR A MONSIEUR LE MINISTRE ILEO. SALUTATIONS UNQUOTE CFN ~~344 1727 31 1963 222 30 1963~~

PAGE TWO 4UC90 46,31

LIST ATTACHED AS FOLLOWS QUOTE

1. LT COLONEL MWIMBI

2. LT COLONEL MANKITO- KONGOLO
3. MAJOR MAKELEL- KONGOLO
4. MAJOR MUNYANYA
5. MAJOR KATAMBWE MAURICE- KARAVIA
6. MAJOR KADIAMBA - KARAVIA
7. MAJOR MUKALAMUSHI- KARAVIA
8. MAJOR MWITWA - KARAVIA
9. MAJOR MWELWA SAMUEL - KAMINA
10. MAJOR SELEMANI (PORTEUR DE LA LETTRE)
11. CDT KAPENDA- KONGOLO
12. CAP MWAMBA CABRIEL- KARAVIA
13. CDT OKALA IGNACE-KARAVIA
14. CAP MUZALIA - KARAVIA
15. CAP KAMWANGA PROSPER- KARAVIA
16. CAP ABEDI DONATIEN-. KARAVIA
17. CAP KAMBULU PAULZA KARAVIA
18. CAP GOMA JOSEPH -.KARAVIA
19. CAP DOTO JOSEPH -. KARAVIA UNQUOTE

CFN ~~1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19~~

PAGE THREE 4UC90 46/31

COPY OF LETTRE TO ILEO ATTACHED AS FOLLOWS. QUOTE MONSIEUR LE
MINISTRE, PARA J'AI L'HONNEUR DEPORTER A VOTRE CONNAISSANCE QUE,
CONFORMEMENT AU PLAN THANT, J'AI DECIDE D'ENVOYER A LEOPOLDVILLE
DES OFFICIERS SUPERIEURS POUR Y PRETER SERMENT D'ALLEGANCE.
PARA LA LOI SUR L'AMNISTIE N'ETANT PAS ENCORE DECRETEE JE VOUS
SAURAI GRE DE ME FAIRE SAVOIR SI LES GARANTIES PREVUES PAR LE PLAN
THANT RESTENT VALABLES. PARA AFIN D'ACTIVER LE REGROUPEMENT DES
AUTRES OFFICERS, CERTAINS PARLENT DE DONNER LEUR DEMISSION, ET DANS
L'INTERET DE LA RECONCILIATION NATIONALE, JE VOUS PRIE DE ME REPONDRE
LE PLUS VITE POSSIBLE. SALUTATIONS UNQUOTE.

PARA OFFICERS LISTED BY TSHOMBE BEING ALERTED TO FLY TO LEO MORNING 2
FEBRUARY. WILL INFORM YOU ETA

BT

CFN ~~2~~

31/1509Z JAN 4UC90

KG-321

Elisabethville, le 30 janvier 1963.

Monsieur le Président,

Au nom du Représentant des Nations Unies à Elisabethville, j'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 30 janvier 1963 (Ref. SR/1725/DS), dans laquelle je relève en particulier l'expression de votre désir "de collaborer franchement avec les Nations Unies."

Le Brigadier R.S. Noronha et Monsieur J. Valdés ont transmis votre suggestion au Quartier-Général de l'ONUC, lorsque vous leur aviez demandé à Kolwezi que l'ONUC vous avertisse des arrivées de ses troupes dans les diverses parties de la province.

Je tiens à souligner à cet égard que l'ONUC bénéficie d'une entière liberté de mouvement dans toute la République du Congo, privilège que nul ne conteste plus. L'exercice de cette liberté aux fins prévues par son mandat amène l'ONUC à effectuer de fréquents mouvements de troupes. Il lui est par conséquent impossible de s'engager à avertir de tels mouvements les diverses autorités congolaises, qu'elles soient centrales ou provinciales.

Je comprends parfaitement votre désir de prévenir des exodes de la population et je pense qu'il convient désormais que toutes les autorités locales du Katanga soient informées par vos services de l'éventualité de mouvements de troupes de l'ONUC dans leur localité ou les environs. Il serait ainsi possible de dissiper toutes les rumeurs circulant au sujet de l'ONUC et que certains ont délibérément répandues en vue de provoquer des paniques, en affirmant faussement à la population que l'ONUC avait des intentions hostiles à son égard.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

George L. Sherry
Adjoint Spécial du
Chargé de la Mission des Nations Unies
au Congo

Son Excellence
Monsieur le Président
Moïse TSHOMBE
Elisabethville
Rep. du Congo.

ETAT DU KATANGA

Cabinet du Président

SR/1725/DS

Elisabethville, le 30 janvier 1963
B. P. 748

Monsieur le Représentant de l'Organisation
des Nations-Unies
ELISABETHVILLE.

Monsieur le Représentant,

Suite à notre entretien avec le Général
Noronha et dans le but de collaborer franchement avec les Nations-
Unies afin d'éviter à celles-ci des difficultés, je vous prie de vouloir
bien me faire savoir, comme convenu avec le Général Noronha, les
dates et heures d'entrée des troupes des Nations-Unies dans les
différents territoires.

Ceci me permettra de mettre les autorités
au courant afin d'empêcher l'exode des populations comme ce fut le
cas à Sandoa où deux enfants ont trouvé la mort en cours d'exode.

Veuillez agréer, Monsieur le Représentant,
l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Le Président du Katanga,
Molse Tshombé.

replied 1/1
RG-321

COPIE.

Monsieur le Représentant de l'Organisation
des Nations-Unies à
ELISABETHVILLE.

Monsieur le Représentant,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre
du 28 janvier 1963 KG-320 relative à la prestation d'allégeance.

L'Ordonnance sur l'amnistie n'étant pas encore signée,
je vous serais très reconnaissant, afin de faciliter ma tâche, de me faire
savoir si l'ONU pourrait garantir la sécurité de ces officiers depuis leur dé-
part jusqu'à leur retour à Elisabethville.

Au reçu de votre réponse, la liste des noms et
grade des officiers en question vous serait donnée immédiatement. Leur
départ pourrait encore s'effectuer dès le 31 janvier, comme prévu.

Veuillez agréer, Monsieur le Représentant, l'assu-
rance de ma considération très distinguée.

Le Président du Katanga,
Mofse TSHOMBE.

Reply - KG-322

182
RECEIVED

1963 JAN 28 PM 6:58

Ref 2/1

UC182

4 UC 90 045

SS 4 UC 75

DE 4 UC 90 45/28

FM ONUC EVILLE

TO ONUC LEO ✓

BT

UNCLAS ELLEO 310 GARDINER FROM MATHU FOLLOWING IS TEXT OF ^{KG} 4-320 OF 28
JAN 19 63 SENT TO TSHOMBE. QUOTE MONSIEUR LE PRESIDENT
AU NOM DU REPRESENTANT

DES NATIONS UNIES A ELISABETHVILLE J AI L HONNEUR DE ME REFERER A LA
LETTRE QUE VOUS AVEZ ADRESSEEE LE 24 JAN 19 63 A MONSIEUR ROVERTT
GARDINER CHARGE DE LA MISSION DES NATIONS UNIES AU CONGO . PARA COMME
JE VOUS L AI ANNONCE PAR TELEPHONE HIER LE CHARGE DE MISSION A PRIS TOUTE
LES DISPOSITIONS VOULUES POUR PERMETTRE AUX OFFICER DE LA GENDARMERIE
KATANGAISE LES 1 ER DT 2 FEV 19 63 DE PRETER SERMENT D ALLEGEANCE
AU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE AINSI QUE LE PREVOIT LE PLAN DE
RECONCILIATION NATIONALE DE SECRETAIRE GENERAL. PARA JE VOUS CONFIRME
QUE L ONUC EST DISPOSEE A FACILITER LE TRANSPORT DES OFFICIERS A LEOPOLIE
JE VOUS SERAIS DONC TRES OBLIGE DE VOULOIR BEIN ME COMMUNIQUER DE
TOUTE URGENCE LA LISTE DES NOMS ET GRADES DES OFFICIERS EN QUESTION.
SALUTATIONS SIGNED GEORGE L SHERRY UNQUOTE

BT

CFN ELLEO 310 KG 320 28 19 62 24 19 63 1 2 19 63

28/1852Z JAN 4 UC 90

ETAT DU KATANGA

Cabinet du Président
SR/1722.

Elisabethville, le 28 janvier 1963.
A. P. 748

Monsieur le Représentant de l'Organisation
des Nations-Unies à

ELISABETHVILLE.

Monsieur le Représentant,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre
R. G. 319 du 26 janvier 1963, par laquelle vous nous promettez votre aide pour
la recherche des ex-mercenaires qui nous ont été signalés comme venant au
Katanga dans le but d'attenter à la vie des membres du Gouvernement.

Je tiens à vous remercier très vivement de cette
aide et de votre promesse de veiller à ma sécurité et à celle de mon Gouver-
nement et de votre intention de prendre toutes les mesures nécessaires afin
d'empêcher les attentats projetés.

Il nous revient d'autre part que 4 des personnes dont
l'arrivée à Elisabethville nous avait été signalée: Messieurs VANDENPLAS,
MERCIER, CREMER et EDELWEISS ont quitté la Rhodésie pour Léopoldville
via Brazzaville.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Représentant,
l'assurance de ma considération très distinguée.

Le Président du Katanga,
Mofse TSHOMBE.

04281

e Prevot Kat

RECEIVED

1963 JAN 26 PM 4:58

INCOMING TELETYPE DELIVERED TO:

UC0144

1963 JAN 26 PM 4:33 O.N.U.C.

S.R.S.

C.D.S.

C.A.S.

C.F.S.

C.P.O.

C.F.O.

C.F.S.

C.G.S.

MILITARY

4UC90 027

FF 4UC75

DE 4UC90 27/26

FM ONUC EVILLE

TO ONUC LEO

BT

UNCLAS ELLEO 292 GARDINER FROM MATHU

FOLLOWING LETTER FROM TSHOMBE TO ADOULA PUBLISHED IN ESSOR DU KATANGA TODAY. IT MAY BE THE LETTER TO ADOULA WHICH WAS SENT TO US FOR TRANSMISSION ON 24 JANUARY (ELLEO 270 REFERS): QUOTE MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE PARA J'AI L'HONNEUR DE ME REFERER A L'ARRIVEE A ELISABETHVILLE DE MONSIEUR ILEO EN QUALITE DE MINISTRE RESIDENT. PARA CETTE FONCTION PRESENTANT UN CARACTERE ORIGINAL ET NEUF DANS LES INSTITUTIONS CONGOLAISES, AE VOUS SAURAI GRE DE BIEN VOULOIRME PRECISER QUELLES SONT LES FONCTIONS EXACTES DONT EST INVESTI MONSIEUR ILEO. JE NE DESIRE PAS, NI MON GOUVERNEMENT, QUE DES CONFLITS DE

CFN 292 24 270

PAGE TWO 4UC90 27/26

COMPETENCE NE SURVIENNENT ET DES LORS JE PENSE QU'IL EST OPPORTUN DE DETERMINER DE FACON MINUTIEUSE LE ROLE DE MONSIEUR ILEO AU KATANGA OU IL EST, PAR AILLEURS, LE BIENVENU PARA JE VOUS REMERCIE, ET VOUS PRIE D'AGREER, MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE, L'ASSURANCE DE MA CONSIDERATION DISTINGUEE. LE PRESIDENT DU KATANGA

MOISE TSHOMBE. UNQUOTE

BT

CFN NIL

26/1355Z JAN 4UC90

ny
G-218
KG-319

Elisabethville, le 26 janvier 1963.

Monsieur le Président,

Au nom du Représentant des Nations Unies à Elisabethville, j'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre SR/1717/DS en date du 25 janvier 1963.

L'ONUC accueillera volontiers l'aide que pourront lui apporter les autorités provinciales en vue d'identifier et d'appréhender des personnes accusées d'être des mercenaires. Ces personnes seront interrogées par le personnel compétent de l'ONUC afin de déterminer si elles tombent sous le coup des dispositions des résolutions du Conseil de Sécurité concernant les mercenaires.

L'ONUC, dont relève la responsabilité ultime du maintien de l'ordre public dans diverses parties du Sud-Katanga, tient à vous assurer qu'elle se préoccupe vivement de la sécurité du Président et des Ministres provinciaux. Les autorités de l'ONUC sont bien décidées à prendre toutes les mesures nécessaires afin d'empêcher les attentats que, selon votre lettre, certains individus auraient l'intention de perpétrer.

Veuillez croire, Monsieur le Président, à ma considération distinguée.

George L. Sherry
Adjoint spécial
du Chargé de la Mission
des Nations Unies au Congo

Son Excellence
Monsieur le Président Moïse Tshombe
Elisabethville

C/Pld as/Ka

A

RECEIVED
1963 JAN 25 PM 6:17
DLC

ACTION	
CIVILIAN	MILITARY
	F

04131

UC178

4UC90 044

SS 4UC75

DE 4UC90 44/25

FM ONUC EVILLE

TO ONUC LEO

BT

INCLAS ELLEO 283 GARDINER FORCE COMMANDER FROM MATHU PREM CHAND
FOLLOWING LETTER SR/1717/DS RECEIVED FROM TSHOMBE:

QUOTE MONSIEUR LE REPRESENTANT, NOUS APPRENONS DE SOURCE TOUT A
FAIT CERTAINE QUE DES ANCIENS MERCENAIRES KATANGAIS, EN POSSESSION
DE CARTES DE PRESSE ONUC, DATEES DU 14 JANVIER 1963, ET DE
CONTRATS DELIVRES PAR LE MINISTERE DE L'AGRICULTURE DE
GOUVERNEMENT CENTGAL, ARRIVENT A ELISABETHVILLE AVEC MISSION
D'ATTENTER A LA VIE DU GOUVERNEMENT DT NOTAMMENT DE MM LES MINISTRES
KIMBA, MUNONGO ET KIBWE. PARA. VOICI LES NOMS DE CES MERCENAIRES:
MERCIER ALBERT, CREMER RAYMOND, VANDENPLAS VITAL, POELMANS MARCEL,
PILAERTZ.

PARA. LE GOUVERNEMENT KATANGAIS A PRIS TOUTES SES DISPOSITIONS ET
IL COLLABORERA AVEC VOUS POUR RETROUVER CES MERCENAIRES. PARA.
SALUTATIONS, SIGNED MOISE TSHOMBE, PRESIDENT DU KATANGA. UNQUOTE
BT

CFN ELLEO 283 ~~SR/1717/DS 14 1963~~

25/1724Z JAN 4UC90C

NNNNVV

UC166

4UC90 039

SS 4UC75

DE 4UC90 39/25

FM ONUC EVILLE

TO ONUC LEO

BT

UNCLAS ELLEO 282 GARDINER FORCE COMMANDER FROM MATHU PREM CHAND
FOLLOWING RECEIVED FROM TSHOMBE: QUOTE LE PRESIDENT DU KATANGA
PRESENTE SES COMPLIMENTS A MONSIEUR LE REPRESENTANT DES NATIONS-
UNIES A ELISABETHVILLE ET LE PRIE DE VOULOIR BIEN FAIRE PARVENIR A
MONSIEUR LE CHARGE DE LA MISSION DES NATIONS UNIES AU CONGO, LA LETTRE
CI-JOINTE. PARA. IL SAISIT CETTE OCCASION POUR RENOUVELER A
MONSIEUR LE REPRESENTANT DES NATIONS UNIES LES ASSURANCES DE SA
CONSIDERATION LA PLUS DISTINGUEE. LE 25 JANVIER 1963. UNQUOTE
PARA. LETTER SR/1721 DATED 25 JANUARY 1963 IS ENCLOSED AS
FOLLOWS: QUOTE MONSIEUR LE CHARGE DE MISSION, GRAND FUT MON
CFN ELLEO 282 25 1963 SR/1721 25 1963

PAGE TWO DE 4UC90 39/25

ETONNEMENT D'APPRENDRE PAR VOTRE REPRESENTANT A ELISABETHVILLE,
CE MATIN, QUE LA CLAUSE 3 DES DECISIONS SIGNEES LE 17 JANVIER

~~PAR MONSIEUR SHERK, PAR LE MAJOR GENERAL GUY GRAND ET MUI-MERE,~~
CONERNANT MA GARDE PERSONNELLE N'ETAIT PLUS D'APPLICATION SAUF
POUR KOLWEZI. PARA. J'ESPERE, MONSIEUR LE CHARGE DE MISSION,
POUVOIR COMPTER SUR LE RESPECT DES ENGAGEMENTS PRIS PAR L'ONU ET
VOUS DEMANDE VOTRE APPUI PERSONNEL A CE SUJET. PARA. VEUILLEZ AGREER,
MONSIEUR LE CHARGE DE MISSION, L'ASSURANCE DE MA HAUTE
CONSIDERATION. LE PRESIDENT DU KATANGA, MOISE TSHOMBE. U QUOTE

BT

CFN 17

25/16592 JAN 4UC90

c/Pd oa/Kd

ACTION	
CIVILIAN	MILITARY
OK	OK

RECEIVED

1963 JAN 25 PM 5:51

04122

Rencontre du 25 janvier 1963 au QG ONUC - Eville

Présents :

- M. le Président Moïse Tshombe
- M. Evariste Kimba
- M. Pius Sapwe, Commissaire en chef de la Police
- Colonel M. Worku, Cdt Brigade Ethiopienne
- M. George L. Sherry, Assistant du Chargé de la Mission ONUC

L'entretien débute à 10 h.15.

M. Sherry : M. le Président, nous avons parlé l'autre jour au téléphone d'une question déjà discutée ici, c'est-à-dire de la garde, de l'escorte, etc ... parce qu'il faut faire les distinctions qui s'imposent. Les décisions qu'on a adoptées le 17 janvier 1963 étaient des décisions qui se plaçaient complètement dans le cadre que j'avais eu l'honneur d'établir sur la base du message que vous connaissez très bien, que vous aviez adressé au Secrétaire général; il s'agissait des modalités de l'entrée de l'ONUC à Kolwezi. Tout l'accord par conséquent se rapporte à Kolwezi. La question de la compagnie de garde se rapporte à Kolwezi, étant donné que vous-même vous avez exprimé une crainte à propos de votre sécurité à Kolwezi. Vous vous rappellerez que vous nous avez parlé de mercenaires et autres qui vous avaient attaqué physiquement ou essayaient de vous attaquer physiquement, qu'il y a eu un accrochage à Kolwezi. C'est sur cette base que cette décision particulière a été adoptée. D'autre part, il y a aussi une clause où il s'agit d'une escorte de certains membres de la compagnie de garde qui vous accompagnera dans vos déplacements. Or, j'ai appris de vous et du Colonel Worku que toute une compagnie ou en tout cas la plupart de la compagnie à quelques exceptions près aurait été transportée à Eville en uniforme. Ceci, à notre avis, n'est pas en accord avec les termes des décisions qu'on a adoptées le 17 janvier. Une escorte de Kolwezi à Eville, d'accord, la question ne se pose pas, mais la compagnie de garde, elle, devrait en principe rester à Kolwezi alors qu'à Eville la question de sécurité - que vous avez soulevée comme motif pour la clause concernant la garde - ne se pose pas. A Eville c'est pour le moment l'ONUC qui est chargée du maintien de l'ordre public et cet ordre, par ailleurs, est complètement garanti d'une façon extrêmement efficace; ceci est dû en bonne partie aux efforts de la police dont le Chef est ici présent et qui a dans des circonstances difficiles su maintenir d'une manière efficace l'ordre public dans la ville. Par conséquent en tout cas cette question de sécurité que vous souleviez à l'accord pour Kolwezi ne se pose pas du tout à Eville. Mais évidemment ici à Eville vous pouvez faire les arrangements voulus avec le Commissaire en chef.

(Entretien du 25-1-63 - Prés. Tshombe/QG ONUC Eville)

M. Tshombe : M. Sherry, ça m'étonne votre interprétation sur les décisions qui ont été prises ici. En la présence des deux généraux, du Colonel ici, du Commissaire ici, on avait décidé ça. Cette nouvelle interprétation que vous donnez m'étonne. Il a été bien convenu ceci : "Jusqu'à la mise en point des mmam modalités de l'intégration la sécurité de ses membres sera pleinement assurée; ils ne seront ni prisonniers de guerre ni arrêtés" ... ce qui est juste le contraire puisqu'ils sont arrêtés partout en ville. On a décidé aussi que ma garde personnelle serait d'une compagnie, ça c'est écrit dans le texte.

Or, moi j'habite à Elisabethville et non pas à Kolwezi où je suis allé pour arranger le problème de l'entrée des Nations Unies à Kolwezi et il est bien spécifié "ma résidence". On sait bien que ma résidence est ici à Elisabethville. Le texte dit "Sera permise à la résidence du Président". Sinon, dites clairement, M. Sherry, qu'on prend ce papier et qu'on le déchire.

Il n'y a rien qui précise dans le texte, on dit ma résidence. Avant de partir de Kolwezi j'ai demandé au Général Moronha de transporter ma garde, suivant les termes de notre décision, je lui ai dit que je n'avais pas les moyens nécessaires et le gén. Moronha m'a tout de suite donné six camions pour transporter la garde et les familles.

M. Sherry : Evidemment, ils ne sont pas prisonniers à Kolwezi, ils peuvent se rendre à Eville, mais alors en habits civils.

M. Tshombe : Cela n'a pas été convenu ainsi.

M. Sherry : Les articles 1, 3, 4 et 5 traitent de l'entrée des troupes de l'ONUC à Kolwezi. Par conséquent, ils s'appliquent à Kolwezi, sauf pour ce qui est des déplacements du Président.

M. Tshombe : Est-ce que j'habite à Kolwezi ? Il faut me le dire si j'habite à Kolwezi.

M. Sherry : C'est à Kolwezi que les problèmes de sécurité se posent.

M. Tshombe : Je dois avoir ma garde. Il avait été bien convenu que je devais avoir ma garde. C'est le Général Prem Chand qui a discuté avec moi sur cette question-là, pas vous M. Sherry. Si on a les comptes rendus on va bien le voir. Il était bien convenu qu'une garde d'une compagnie était permise à la résidence du Président.

Colonel Worku : à la résidence, pas se promenant en ville partout.

M. Tshombe : Ma résidence n'est pas à Kolwezi, elle a toujours été à Elisabethville. A Kolwezi ce n'est qu'une maison de passage comme j'en ai ailleurs.

Colonel Worku : on a toujours parlé de Kolwezi le 17 janvier, seulement de Kolwezi.

(Entretien du 25-1-63 - Prés. Tshombe/QG ONUC Eville)

M. Tshombe : Le Général m'avait même donné pour m'escorter un capitaine dont je ne me rappelle pas le nom, donc ma résidence est bien connue à Elisabethville. Je n'habite pas à Kolwezi... Ou bien vous dites, M. Sherry, carrément, on a fait comme ça pour avoir ce qu'on voulait pour Kolwezi...

M. Kimba : Juste pour permettre aux troupes de l'ONUC d'entrer à Kolwezi.

M. Tshombe : Soyez honnête. Vous respectez vos engagements, nous respectons nos engagements. Mais non, vous, vous essayez de tourner les choses autrement alors que nous sommes dans une bonne voie. Vous essayez de contrecarrer les choses.

M. Sherry : Nous sommes toujours dans une bonne voie. Ces paragraphes qui traitent de l'entrée à Kolwezi s'appliquent uniquement à Kolwezi. Par exemple, il n'a pas été jugé nécessaire de répéter la référence de Kolwezi dans le 4ème paragraphe où il est dit qu'en vue ~~de maintenir~~ d'assurer l'ordre public Tout cela s'applique à Kolwezi. Ce n'est qu'à Kolwezi qu'il y aura un dépôt central d'armes avec une cinquantaine de gendarmes sous le contrôle et le commandement de l'ONUC. L'ONUC ne veut pas étendre leurs soins aux armes et aux munitions de toute la gendarmerie dans le Katanga. Or, d'après votre interprétation, c'est à tout le Katanga que cela s'applique. Ceci pourrait être une procédure qui, si elle est bien mise en oeuvre à Kolwezi, pourrait servir d'exemple à ce que l'on pourrait faire dans le reste du Katanga. Ceci est une autre histoire...

Mais en ce qui concerne le résumé des décisions prises, l'article 4 où le mot Kolwezi n'est pas cité, néanmoins j'estimerai, moi, que ce serait de la part des Nations Unies un moyen ~~très~~ pas tout à fait juste de se prévaloir de ce texte pour demander la remise immédiate de toutes les armes et munitions de tous les gendarmes dans tout le Katanga. Remarquez qu'on s'en tient strictement à Kolwezi et aux environs immédiats de la ville évidemment. La même chose s'applique à toutes les autres clauses de ces décisions du 17 janvier. Ce ne serait pas juste, à mon avis, de venir sous prétexte du § 4 dire qu'il faut rassembler partout les armes et les munitions. Evidemment, on espère qu'il y aura des arrangements qui s'ensuivront, mais les décisions qui sont ici ne le demandent pas et nous ne le demandons pas sur la base de ces décisions-là. Jamais de la vie. La même chose s'applique à toutes les clauses de ces décisions. Dans mon allocution qui introduisait la discussion, le 17 janvier, des modalités de l'entrée de l'ONUC à Kolwezi, je relevais que c'était un cadre bien strict, qui a été établi dans les circonstances que vous connaissiez bien et qui d'ailleurs ressortaient du message que vous avez adressé par le truchement du Gouvernement belge au Secrétaire général.

(Entretien du 25-1-63 - Prés. Tshombe/QG ONUC Eville)

M. Tshombe : Je ne peux pas vous comprendre et vous suivre, M. Sherry, parce que mm ou bien nous sommes tous honnêtes ou bien nous ne sommes pas honnêtes, parce que cette clause est bien spécifiée. Ce n'est pas même vous qui avez traité cette question de la garde, c'est le Général Prem Chand. J'étais avec l'autre général à Kolwezi; c'est lui qui a permis l'arrivée de cette garde et qui a trouvé les moyens de locomotion pour l'amener ici.

M. Sherry : on ne s'oppose pas à ce qu'elle soit ici.

M. Tshombe : Je vous ai téléphoné au sujet de leur emplacement; je vous ai fait savoir qu'elle sera placée à tel et à tel endroit; je vous ai dit de demander au colonel éthiopien de ne pas les arrêter. Vous m'avez dit oui, ils ne seront pas arrêtés et hier ça commençait.

M. Sherry : Les membres de la garde peuvent être ici, à condition qu'ils ne soient pas en uniforme en ville.

M. Tshombe : Ce n'est pas dit comme ça. Je n'aurais pas pris cette compagnie, je ne les aurais pas déranger pour rien du tout mais parce que j'avais la permission de votre représentant qui était là, le Général Noronha. Et tout ça a été discuté avec vous-même ici et à Kolwezi. Je n'ai pas pris la garde comme ça sans avertir puisque je n'avais pas les moyens de transport. Hier vous m'avez dit qu'ils ne seront pas arrêtés et après on vient me raconter ce qui se passe.

M. Sherry : oui s'ils ne sont pas en uniforme... Si le Général Noronha n'avait pas donné une certaine assistance pour assurer leur transport peut-être il y aurait eu des accusations adressées à l'ONUC que les membres de la compagnie en question sont des prisonniers à Kolwezi et cela on veut l'éviter. Ce ne sont pas prisonniers, ils peuvent se déplacer. Par ailleurs votre escorte que vous allez emmener dans vos déplacements et qui comprendra des éléments choisis parmi ces éléments de la garde c'est une question administrative dont vous vous occupez, je pense. Les membres de cette compagnie peuvent se rendre à Eville, à Jadotville, etc. La compagnie ne peut pas être entièrement à Eville; elle doit être ~~MMMM~~ à Kolwezi et ici la petite escorte.

M. Tshombe : Il faut mettre les choses au point. Comme si je dois me déplacer, est-ce que je dois alors télégraphier à Kolwezi pour avoir mes gens ??

M. Sherry : Non, vous avez votre petite escorte toujours ici.

(Entretien du 25-1-63 - Prés. Tshombe/QG ONUC Eville)

Colonel Worku : On n'a pas spécifié parce qu'on parlait alors seulement de Kolwezi aussi pour votre résidence.

M. Tshombe : Ma résidence est à Eville. Je n'habite pas à Kolwezi; j'y suis allé expressément pour faciliter le Général Noronha. J'habite Eville, ma résidence est à Eville.

M. Sherry : A Eville vous pouvez vous faire accompagner par l'escorte qui est venue avec vous d'après les décisions du 17 janvier; l'escorte qui est venue avec vous de Kolwezi peut être ici et peut assurer votre garde si vous le voulez, là où vous habitez. Maintenant, il y a une question qui se pose non pas à l'égard de l'entrée de l'ONUC à Kolwezi - questions qui sont couvertes par les décisions du 17 janvier - mais des questions qui pourront se poser à Eville, question de protocole, d'arrangement, etc... Ces questions en principe devront être discutées, étant donné que l'ONUC autant que possible ne voudrait pas s'immiscer dans les affaires qui sont essentiellement congolaises, avec le Ministre Ileo qui est ici en tant que Ministre d'Etat et en tant que Ministre Résident du Gouvernement central... Est-ce que vous avez fait des arrangements vous-même ou est-ce que M. Ileo va vous rencontrer pour discuter des divers problèmes ?

M. Tshombe : M. Ileo a été invité pour aujourd'hui à midi; il a refusé; il va envoyer son Chef de Cabinet.

M. Kiamba : M. Sherry, si vous permettez, le problème de la garde du Président est-ce qu'il est résolu ? Donc le Président peut avoir sa garde.

M. Sherry : Oui, mais pas à Eville. A Eville le Président s'est fait accompagner de Kolwezi par son escorte. Pour ceci il n'y a aucune entrave. Les membres de la garde, s'ils viennent ici, peuvent circuler librement dans Eville, mais pas en uniforme. C'est ça l'arrangement et on s'y tient strictement. Vous ne devez avoir aucun souci pour l'application absolument stricte et complète de ces décisions, il n'y a pas de problème. Si vous estimez que votre sécurité nécessite que vous soyez accompagné d'une telle garde que vous feriez venir à Kolwezi, nous nous inclinons. Nous ne voulons jamais être accusés d'avoir mis des entraves à votre sécurité personnelle à Kolwezi.

M. Tshombe : Le Plan Thant ne parle pas d'uniformes, il parle d'intégration, de prestation de serment. Maintenant vous voulez créer des incidents pour rien du tout. Parce que hier vous étiez d'accord et aujourd'hui vous ne l'êtes plus. Vous voulez créer des incidents pour rien du tout alors que nous sommes dans une voie pour tout réaliser ce que dit le Plan. Alors vous, M. Sherry, vous voulez créer des choses pour m'énervier. La question de conscience, c'est ce qu'il faut voir parce que cette question avait été réglée. Pour les affaires de protocole, il y a M. Ileo, je l'ai invité. Mais pour cette question de la garde, elle a été discutée avec l'ONUC et ça été mis sur papier. Cette compagnie de

(Entretien du 25-1-63 - Prés. Tshombe/QG ONUC Eville)

M. Tshombe - suite - la garde est venue par l'intermédiaire de l'ONUC, avec les facilités de l'ONUC; elle n'est pas venue toute seule; elle a été facilitée par l'ONUC et transportée grâce à l'ONUC.

M. Sherry : on n'avait aucune intention de la retenir prisonnière.

M. Tshombe : Alors il aurait fallu me dire "Voilà, Président; cette garde reste ici à Kolwezi, on la déshabille et si vous avez besoin vous télégraphiez et on vous l'envoie".

M. Sherry : Elle ne doit pas forcément rester à Kolwezi. Si les membres de cette compagnie veulent se déplacer à Eville, ils sont complètement libres de le faire, mais pour Eville ils sont sous le coup des décisions du 17 janvier. A Eville vous vous êtes fait accompagner, de Kolwezi à Eville, par l'escorte personnelle prévue pour les déplacements, choisie parmi les membres de cette compagnie; c'est absolument d'accord. Mais à Eville la question de la garde doit me être soulevée si vous le voulez bien avec le représentant du Gouvernement central, parce qu'il y a toutes sortes d'aménagements qui pourront être faits avant de préparer le chemin pour l'intégration de la gendarmerie. Remarquez que les dispositions des points 3 et 4 sont applicables jusqu'à l'application des clauses pertinentes du Plan du Secrétaire général pour la réconciliation nationale. Or, par conséquent, il ne pourrait s'agir que de quelques jours ou de quelques semaines.

M. Tshombe : En attendant, j'ai reçu la permission des Nations Unies. Je voudrais bien que les Nations Unies m'écrivent maintenant que c'est fini et que ces dispositions ne valent plus rien. Avec Ileo on va discuter les problèmes qui nous paraissent l'intéresser. Vous, Nations Unies, vous avez eu comme obligation de me permettre cette garde pour ma résidence.

M. Sherry : à Kolwezi .

M. Tshombe : Non, je n'ai pas de résidence à Kolwezi, j'y ai une simple maison de passage. Ma résidence est à Eville. Ou bien vous m'obligez à rester à Kolwezi. Parlez franchement, M. Sherry. Ou bien vous dites que c'est un problème à discuter entre Ileo et Tshombe, c'est autre chose. Mais que l'ONU échappe à ses obligations, je ne peux plus vous suivre.

M. Sherry : Il ne s'agit pas de s'échapper aux obligations, au contraire. C'est l'ONUC qui veillera à ce que tout, à Kolwezi, soit appliqué pleinement et méticuleusement. Comme vous le savez, le Général Noronha a été extrêmement raisonnable et libéral dans son interprétation de ces décisions qui s'appliquent à l'entrée des troupes de l'ONUC à Kolwezi. Il ne saurait être question de ne pas respecter ces décisions.

(Entretien du 25-1-63 - Prés. Tshombe/QG ONUC Eville)

M. Tshombe : Nous avons arrêté des procédures qui permettaient de nous mettre d'accord pour que l'ONUC entre à Kolwezi sans incident; moi, je ne suis conforme aux décisions que nous avons prises. Il appartient aussi à l'ONUC de se conformer à ces mêmes décisions. Certes, il y a des problèmes entre nous, Congolais, et c'est à nous de les débattre. Mais l'ONUC doit aussi respecter les décisions qui ont été prises. Pourquoi est-ce que maintenant l'ONUC ne veut plus respecter ce qui a été convenu ? Les choses ont été bien discutées entre les militaires et moi-même. C'est le Général Prem Chand qui a accordé la garde.

M. Sherry à M. Kimba : Voyez le premier paragraphe. Si vous voulez entamer les questions d'Eville alors c'est une autre question. Il faudrait que j'aie des instructions de Léo et il serait indispensable que le Représentant du Gouvernement central qui est ici y participe pour tout arranger d'une manière convenable.

M. Tshombe : Dites-le franchement que vous voulez vous soustraire à vos obligations.

M. Sherry : bien au contraire ...

M. Tshombe : J'avais soulevé ce point de la garde. Le Général a répondu O.K., combien d'hommes ? J'ai répondu "Une compagnie" et encore avant de partir de Kolwezi le Général Noronha a envoyé un colonel pour contrôler tout ça et il a mis à notre disposition des véhicules pour transporter ces gens jusqu'ici. Je l'ai du reste remercié par lettre hier et je vous ai aussi remercié. Par téléphone, quand je suis arrivé, je vous ai signalé que la compagnie était ici et le soir on a commencé à avoir des ennuis. Alors, je ne sais plus ce qui s'est passé, ce qui est arrivé entre le moment des décisions et maintenant.

M. Sherry : si la compagnie est à Eville elle ne saurait circuler avec des armes.

M. Tshombe : tout ça n'est pas marqué dans le texte, l'uniforme et les armes.

M. Kimba : La compagnie peut être à Eville, elle peut être ailleurs puisqu'elle suit toujours le Président.

M. Sherry : il était convenu dans les déplacements de Kolwezi.

M. Kimba : Si le Président se trouve en permanence à Eville comment est-ce qu'il va faire quand il va à Kipushi, à Jadotville ou ailleurs ?

(Entretien du 25-1-63 - Prés. Tshombe/QG ONUC Eville)

M. Sherry : Non, je viens d'expliquer qu'il s'agissait même d'avoir des arrangements semblables spéciaux ou autres pour la région d'Eville. On a parlé qu'il faudrait qu'on obtienne d'autre part des instructions pour faire des arrangements à Eville. Autrement, on pourrait dire que cet accord, ces décisions de Kolwezi s'appliquent à tous les gendarmes d'Eville qui devraient se déplacer à Kolwezi pour y déposer leurs armes aux soins de la compagnie de 50 qui a le soin du dépôt central à Kolwezi. Or, ceci n'est pas le cas.

M. Tshombe : Tout ça ce sont des interprétations. Il y a le compte-rendu qui existe, on pourrait le voir.

✓ M. Tshombe demande une copie du compte-rendu de la réunion du 17 janvier 1963. Cette copie lui est remise à 10 h.50 ✓

été

M. Sapwe : La résidence du Président a toujours/et reste à Elisabethville.

M. Sherry : On parlait de l'entrée de l'ONUc à Kolwezi; il s'agissait de la résidence de Kolwezi. M. le Président a parlé du manque de sécurité à Kolwezi où il avait été attaqué. Et c'est justement en raison de cette allégation, de cet argument que sa sécurité laissait à désirer à Kolwezi et c'est à cause des agissements de mercenaires qu'on a accepté qu'une garde soit affectée à M. le Président à Kolwezi. La même chose s'applique au dépôt d'armes à Kolwezi. Il y aura un dépôt même 50 gendarmes central placé aux soins de 50 gendarmes qui en seront responsables à Kolwezi.

Colonel Worku : on a désigné une force de 50 gendarmes pour garder les armes à Kolwezi seulement.

M. Tshombe : Vous chercher de tout mettre dans un autre ordre.

Colonel Worku : Il faut mettre 50 hommes à Kolwezi et s'il y avait d'autres dépôts on y mettrait 50 hommes ailleurs.

M. Sapwe : Il faut prendre des décisions pour ici maintenant.

M. Sherry : Il faut comprendre que la sécurité à Eville est assurée par l'ONUc. Par conséquent le problème de sécurité est manifestement applicable à Kolwezi seulement où il paraît, d'après les déclarations de M. le Président, que sa sécurité personnelle était en danger. A Eville, la sécurité n'est pas un problème et c'est une question que vous pourrez discuter avec M. Iléo. Puisque vous verrez son Directeur de Cabinet à déjeuner vous pourriez peut-être vous arranger ensemble pour en parler. L'ONUc pour sa part est toujours à votre disposition et met ses bons offices à votre portée, mais en principe c'est un point qui doit être tranché entre le Ministre Iléo et vous. C'est toujours des accords à l'amiable que nous recherchons. Mais en tout cas, M. le Président, le problème ne se pose pas parce qu'il serait impossible pour l'ONUc de permettre à Eville, endroit pour lequel les décisions du 17 janvier ne sont pas du tout applicables, un corps armé lorsqu'il y a aussi les troupes de l'ONUc et lorsqu'il y a aussi un petit groupe ANC

(Entretien du 25-1-63 - Prés. Tshombe/QG ONUC Eville)

M. Sherry (suite) qui est venu pour la garde de M. le Ministre Iléo et du Chef de mission M. Kalala, ainsi que pour prendre les arrangements nécessaires en vue de l'intégration de la Gendarmerie dans l'ANC dans une nouvelle structure de forces armées congolaises. Si ceci se fait rapidement et s'il y a déjà un début d'exécution, je vous fais remarquer que ces problèmes tomberont d'eux-mêmes. C'est pourquoi je vous fais remarquer très sérieusement qu'il est tout à fait dans votre intérêt de passer à l'intégration de la gendarmerie; dans ce cas-là, vous opérez aux termes du Plan de réconciliation et ces sortes d'aménagements pratiques pourront être mis au point entre vous.

M. Kimba : C'est peut-être en dehors de la question... Dans ce que vous venez de dire, vous avez souligné qu'il y a un petit élément de l'ANC qui est ici à la disposition pour la sécurité du Ministre Iléo et de M. Kalala. Si j'ai bien compris, ces éléments ANC qui sont ici pour la sécurité de MM. Iléo et Kalala, c'est aussi dans le cadre de l'intégration ?

M. Sherry : Ils sont sous le commandement de l'ONUC.

M. Kimba : D'un autre côté, vous dites que la sécurité et l'ordre ne sont pas des problèmes à Eville. Pourquoi alors faut-il un détachement de l'ANC pour protéger M. Iléo, M. Kalala et pas le Président Tshombe ???

M. Sherry : Le Président Tshombe a son escorte qui est venue de Kolwezi; cette escorte peut rester par exemple à la résidence d'Eville avec M. le Président. D'autre part, l'élément ANC qui est venu ici n'est pas un élément indépendant et cet élément ANC est placé sous les ordres du QG, du Général Prem Chand; c'est une histoire complètement différente; l'ONUC en a le commandement. Si la Gendarmerie

M. Kimba : c'est pour le problème de la sécurité ?

~~M. Sherry~~

M. Sherry : Comme je l'ai dit ces soldats ANC dépendent de l'ONUC; le colonel Ebaya, leur chef, prend ses ordres du Général Prem Chand.

M. Kimba : ils sont donc intégrés dans l'ONU ?

M. Sherry : Placés sous le commandement de l'ONUC, il n'y a donc pas de problème de deux forces armées en présence ce qui créerait une situation qui, comme vous le savez fort bien, a été absolument intolérable pendant un an ici à Eville. Si évidemment il y avait une intégration rapide de la gendarmerie alors tous ces problèmes s'envoleraient, s'évaporerait. Je répète, et fort sérieusement, qu'il est dans votre intérêt de vous assurer que ce plan de réconciliation soit appliqué aussi rapidement que possible.

M. Kimba : C'est nous qui l'avons demandé, c'est donc que vous prêchez aux convertis.

M. Sherry : on est complètement d'accord, alors.

(Entretien du 25-1-63 - Prés. Tshombe/QG ONUC Eville)

M. Kimba : Il faut voir. Ce texte a été mal rédigé; notre interprétation est qu'il s'agit de la résidence du Président à Eville. Sa résidence n'est pas à l'intérieur du pays; elle est à Eville, c'est une chose certaine.

M. Sherry : Il y a certainement des éléments capables d'assurer la sécurité de M. le Président parmi le Corps de police de M. le Commissaire en chef ici présent; en passant je dois dire qu'à l'aéroport, lors de l'arrivée de M. le Ministre Iléo, ce corps a fait une excellente impression. Vous n'étiez pas là, M. Sapwe, mais je peux vous dire que l'impression était excellente.

M. Sapwe : j'étais occupé au Guest House ...

M. Sherry : C'était en tout cas très bien. Comme je viens de le dire on pourra certainement trouver des éléments dans ce corps de police de M. le Commissaire en chef Sapwe, le cas échéant, pour assurer la garde du Président ici.

M. Sapwe : Ce n'est pas le rôle de la police; elle doit circuler. Les militaires sont habitués à rester sur place, la police va partout. Evidemment si on peut aider pour la garde....

M. Sherry : Vous pouvez toujours avoir un corps de police qui serait affecté à la garde du Président au cours de ses séjours à Eville.

M. Sapwe : si j'enlève des gens, il faudra que je les remplace; j'envoie des policiers à gauche et à droite, on ne fait pas de nouveaux policiers comme ça.

Colonel Worku : naturellement, dans les déplacements, l'escorte est armée, c'est suffisant pour la garde.

M. Sapwe : où est-ce que je vais prendre les hommes pour remplacer les policiers qui resteraient pour la garde ?

M. Sherry : A Eville évidemment, c'est la police qui est chargée de tout cela, de la sécurité, parce que la police travaille sous le contrôle de l'ONUC étant donné que l'ONUC a la responsabilité principale du maintien de l'ordre public à Eville. Par conséquent, à Eville. Par conséquent à Eville c'est à la police que revient cette responsabilité.

M. Sapwe : Mes policiers doivent circuler, ils ne peuvent pas rester inactifs; je n'en ai pas assez.

M. Sherry : Recrutez davantage de policiers; mettez-en davantage au courant.

M. Tshombe : J'aimerais faire relire à M. Kimba le texte arrêté... Ce que vous venez de dire c'est une interprétation tout à fait nouvelle. M. Kimba, voyez donc le 1er paragraphe ce qui est dit ...

M. Sherry : le général Noronha n'est pas commandant de place partout, mais il l'est pour Kolwezi.

M. Tshombe : Vous avez ajouté ici «à la résidence du Président provincial».

(Entretien du 25-1-63 - Prés. Tshombe/QC ONUC Eville)

M. Sherry : C'est à Kolwezi dont on parlait, des dispositions pour lorsqu'on sera sur place.

besoin/

M. Tshombe : Toutes ces questions c'était pour que j'aille là-bas. Nous sommes allés sur place; ma garde était là et ensuite le Général Noronha m'a donné les camions pour la ramener à Eville; il n'a pas dit que je devais laisser la garde à Kolwezi, il a dit "oui, d'accord, voici les camions"... Il m'a dit "si vous avez besoin d'assistance, je vous la donne". Je lui ai dit que j'avais/de quelques véhicules pour transporter les femmes des gens de la garde. Il les a mis à ma disposition et a dit que cela avait été discuté, que la garde resterait avec moi. M. Sherry, dites les choses comme il faut. Moi, j'ai tenu mes obligations. Mais du côté ONUC vous devez aussi agir de même. Vous avez maintenant soulevé un élément nouveau concernant mon arrivée ici. Du côté ONUC nous nous sommes mis d'accord sur cette garde; ne cherchons pas maintenant à compliquer les choses qui sont dans une bonne voie; nous sommes très bien partis. Je vous demande, M. Sherry, de voir les choses telles qu'on s'est mis d'accord. Quand je suis arrivé ici, je vous ai téléphoné, je vous ai tout de suite signalé que je venais d'arriver avec ma garde. Dites bien les choses telles qu'elles sont; il ne faut pas changer maintenant.

M. Sherry : il s'agissait de votre escorte.

M. Tshombe : Non, de la garde, puisque je vous ai encore précisé que j'allais les aménager à Munama. Vous avez dit qu'ils ne seront pas du tout arrêtés. Maintenant, tout à coup, vous changez complètement.

M. Sherry : Lorsqu'ils sont ici, les membres de la garde peuvent venir ici mais en civil.

M. Tshombe : Vous avez dit le Plan Thant dit ceci et cela. Monsieur Gardiner m'a écrit, je lui est répondu tout de suite. Le Plan Thant ne dit nulle part qu'il faut les désarmer et les déshabiller. Il parle de l'intégration, de la prestation de serment et tout ça, mais jamais de les désarmer et de les déshabiller.

M. Sherry : Tous les apaisements voulus concernant les dates pour l'envoi des officiers de Gendarmerie à Léopoldville seront donnés parce que ce n'est que hier que vous êtes rentré à Eville et ce n'est que hier qu'on a pu vous remettre la lettre : les dates en question on peut les modifier de manière raisonnable; par conséquent le problème ne se pose pas. Aucun souci à ce sujet, vous avez tous les apaisements voulus.

M. Tshombe : Pas de souci... Le Plan Thant nous voulons l'appliquer intégralement. Maintenant, vous voulez me mettre les bâtons dans les roues. J'ai dit ceci à mes hommes et le lendemain vous voulez que je leur dise "vous ne devez pas circuler en uniforme, pas d'arme"...

M. Sherry : on parlait tout le temps de ce que vous diriez à vos hommes à Kolwezi, aussi longtemps que vous seriez là-bas.

M. Tshombe : presque tout le monde s'est replié à Kolwezi; il n'y avait plus personne ici...

(Entretien du 25-1-63 - Prés. Tshombe/QG ONUC Eville)

M. Sherry : Aussi longtemps qu'ils restent à Kolwezi, les clauses des décisions s'appliquent à eux intégralement. Ils peuvent circuler. Les gendarmes eux doivent faire collection de leurs armes et les déposer dans un dépôt central placé sous le contrôle d'une cinquantaine de gendarmes qui seront sous le commandement et le contrôle de l'ONUC. C'est clair.

M. Tshombe : Cela est tout à fait réglé. Maintenant pour ma garde voulez-vous me dire comment vous voyez les choses ? Si je veux quitter ma résidence pour aller dans les communes, en ville, qu'est-ce que je dois faire ?

M. Sherry : vous aurez les policiers ...

M. Tshombe : Sur le papier s'est écrit que mon escorte peut aller partout avec moi dans mes déplacements; vous dites ça, cette escorte peut aller partout avec le Président et tout à coup vous dites qu'elle ne peut pas rester avec moi à Eville....

M. Sherry : Est-ce que c'est un déplacement quand vous allez d'une chambre à l'autre ?

M. Tshombe : Je me déplace partout, à l'intérieur de la province, dans les communes; il n'est pas dit "tel endroit seulement".

M. Sherry : Telle est la situation:ici, comme je vous l'ai dit. Si vous voulez que je consulte M. Gardiner sur ce point, pour avoir des explications quant aux termes des décisions qu'on a adoptées le 17 janvier, je suis à votre disposition.

M. Tshombe : Je veux bien écrire une lettre à M. Gardiner et que lui me réponde.

M. Sherry : Je la transmettrai télégraphiquement, tout de suite, comme toujours; les lettres remises hier pour M. Gardiner et pour le Secrétaire Général ont été transmises immédiatement par télégramme.

M. Tshombe : tantôt vous dites c'est votre escorte, tantôt tout à coup vous dites c'est la police...

M. Sherry : je vais demander des instructions à ce sujet. Pour le moment, la situation est telle que je vous l'ai expliquée, mais d'autre part je vais demander des instructions au Chargé de Mission. Si vous avez une lettre à lui adresser, je me charge de la lui transmettre télégraphiquement; il l'aura dans une quinzaine de minutes.

M. Tshombe : En attendant, nous gardons le statu quo. Il ne faut pas que vous me considériez comme un petit homme avec qui on change tout le temps. Je vais écrire à M. Gardiner pour tout lui dire et nous attendrons les instructions de M. Gardiner parce que je vais lui écrire franchement ce que je pense de cette attitude. Il ne faut pas que le Colonel éthiopien commence à envoyer ses hommes dans ma résidence pour y attaquer mes gens comme c'est arrivé hier.

M. Sapwe : à la résidence et partout en ville, dans les magasins, dans les bars... Ça ne va pas.

(Entretien du 25-1-63 - Prés. Tshombe/QG ONUC, Eville)

M. Sherry : Pas de gendarmerie en uniforme à Eville; à Kolwezi il peut y en avoir, mais pas à Eville. La compagnie en question est à Kolwezi. Si des membres de cette compagnie, individuellement, sont ici à Eville, ou même s'ils y sont tous - car ils ne sont pas prisonniers à Kolwezi, ce serait déraisonnable - ils peuvent habiter au cantonnement dont vous m'avez parlé hier; je suis toujours d'accord, mais ceci ne veut aucunement dire qu'ils ont le droit de circuler en ville en uniforme et avec leurs armes. Les membres des forces armées de l'ONUC n'ont pas le droit non plus de circuler en ville en uniforme, sauf pour des raisons de service et sur ordre spécial.

Colonel Worku : ils ne peuvent jamais aller en ville en uniforme sauf s'ils sont en service.

M. Sherry : Les membres de l'ANC sont placés sous les ordres de l'ONUC et eux non plus ne peuvent pas aller en ville en uniforme. Par conséquent, ce que vous voudriez maintenant pour les membres de votre garde serait tout à fait déraisonnable, pour votre garde ou pour les membres de la gendarmerie. C'est une demande qui manque de réalisme. Donc, si vous voulez, je vais informer M. Gardiner comme je le fais toujours après nos entretiens. Si vous avez une lettre à lui transmettre, dès que je la recevrai elle sera transmise télégraphiquement, sur le champ. Entretemps, la situation restera telle qu'elle a été décidée.

M. Tshombe : c'est-à-dire ?

M. Sherry : Les membres de la compagnie en question et les membres de la gendarmerie qui sont ici sont libre de séjourner à Eville, mais ils n'ont pas le droit de circuler en ville en uniforme. La question ne se pose pas. La même règle s'applique d'ailleurs aux membres des forces de l'ONUC. Pour Kolwezi, on applique toujours les décisions adoptées.

M. Tshombe : Comment voulez-vous dire à un soldat quand moi je vais me promener "venez avec moi" et lorsque je ne vais pas me promener "allez dans votre maison, déshabillez-vous"....

M. Sherry : il ne s'agit pas de les déshabiller mais qu'il ne porte pas leur uniforme.

M. Tshombe : Ils habitent à 6 ou 7 km de ma résidence. Ils doivent venir chez moi en civil, se changer à la résidence et retourner à la maison en civil ???

M. Sherry : Ce serait beaucoup plus facile qu'ils circulent en civil puisqu'il est interdit à tous les militaires de circuler en uniforme à Eville, sauf s'ils sont en service; c'est la même chose pour les forces de l'ONUC.

M. Kimba : quelle est la question qui selon vous manque de réalisme ?

M. Sherry : Demande qui permettrait à une compagnie de garde de circuler en uniforme, armés, en ville, alors que tous les autres militaires n'y sont pas autorisés.

M. Tshombe : armés de fusils à ma résidence, mais jamais en ville.

(Entretien du 25-1-63 - Prés. Tshombe/QG ONUC Eville)

M. Sherry : A Eville, la sécurité, l'ordre public sont assurés par l'ONUC; par conséquent il ne s'y présente pas de problème de manque de sécurité que vous avez évoqué pour Kolwezi.

M. Kimba : en vertu de quoi ?

M. Sherry : En raison des résolutions du Conseil de Sécurité, en raison de la situation qui règne ici. Par conséquent, à Eville où il n'y a pas une situation spéciale comme à Kolwezi, dont nous nous sommes entretenus le 17 janvier, l'ordre public est assuré par l'ONUC. D'autre part, il y a la police qui, elle, collabore efficacement au maintien de l'ordre public. Elle le fait évidemment sous le contrôle de l'ONUC; si elle n'était pas sous le contrôle de l'ONUC, elle ne pourrait pas fonctionner. Il n'est donc nullement question d'avoir des troupes en uniforme et armées.

M. Kimba : Si notre police n'était pas sous les ordres de l'ONUC, elle ne pourrait pas fonctionner ???

M. Sherry : L'ONUC a la responsabilité ultime et primordiale de la sécurité, en raison du mandat et particulièrement maintenant, suite aux événements qui se sont produits; ceci est une base militaire qui a été le point de base des mouvements de l'ONUC vers Kipushi, puis vers Kolwezi. Il ne saurait être question de tolérer une autre force armée ici. Ce serait une idée absolument fantastique que la base des opérations ONUC, que l'ordre et la sécurité dans cette base ne soit pas sous le contrôle de l'ONUC et ce serait contraire à tous les principes élémentaires. Avez-vous été soldat ?

M. Kimba : non jamais, je ne sais pas s'il faut dire heureusement ou malheureusement !

M. Sherry : Je suis sûr que vous comprenez que ce serait impensable d'avoir ici deux forces armées... seulement voilà, vous n'avez pas été soldat !

M. Kimba : ce que je demandais c'est pour ma documentation personnelle, il faut que je sois documenté sur ce qui se passe ici...

M. Tshombe : Je n'arrive plus à comprendre toutes ces décisions puisque même si j'avais posé la question à M. Sherry et au Général avant, vous continuez à arrêter les gendarmes, alors que vous aviez dit que vous ne les arrêteriez pas du tout....

M. Sherry : à Kolwezi ?

M. Tshombe : Non, ici à Elisabethville. Comme hier.

M. Sherry : par la suite j'ai appris du Colonel Worku que ces gens-là se promenaient en uniforme en ville .

Colonel Worku : depuis hier matin seulement.

M. Tshombe : c'est ma compagnie.

M. Sherry : on a dit des hommes en uniforme; ce n'étaient pas ceux qui sont venus avec vous. On a vu ces gens en uniforme à la commune Katuba; c'est de là qu'il y en a eu 20 /30 à Karavia. L'après-midi il y en avait 200 .

M. Tshombe : Il faudrait qu'on se mette d'accord. On peut donner les papiers

(Entretien du 25-1-63 - Prés. Tshombe/QG ONUC Eville)

M. Tshombe (suite) : les papiers pour ma compagnie parce que sans cela vous allez les arrêter encore; eux ils sont en uniforme. Même sans uniforme peut-être vous allez les arrêter.

Colonel Worku : Ceux qui sont au Camp Massart ont le laissez-passer signé par le Président; c'est en règle.

M. Tshombe : Admettons ceci : Ils habitent à 7 km., moi, je dois me rendre quelque part; il faut que j'aie ma garde : alors, il faut qu'ils s'habillent pour venir en ville et me retrouver à la résidence.

Colonel Worku : Pourquoi un groupe de service ne reste-t-il pas à la Résidence ?

M. Tshombe : Ce sont des gens mariés qui ont tous 3 ou 4 enfants. Où est-ce que je vais les mettre ?

Colonel Worku : Ils n'ont qu'à s'habiller en civil quand ils veulent sortir.

M. Sherry : Quand ils veulent aller en ville ils doivent être en civil. C'est impensable qu'à sa base d'opération, dans une situation militaire, vous en conviendrez, l'ONUC accepte un corps de troupe en uniforme, et même armé, qui ne serait pas sous son contrôle. Cela est absolument inacceptable.

M. Tshombe : Il y a un autre élément. Mettons-nous d'accord sur le principe : s'ils sont dans ma résidence, comment doivent-ils être ? Ils doivent être prêts à m'accompagner à n'importe quel moment si je dois aller me promener....

Colonel Worku : En uniforme, avec leur fusil; personne ne vient à votre résidence pour dire à vos gens "pourquoi vous êtes en uniforme ?". Quand ils se promènent en ville, en civil; même pas les Onusiens ne peuvent circuler en uniforme en ville, il n'y a personne en uniforme, sauf ceux qui sont de service.

M. Tshombe : Quand ils veulent se promener en ville ils doivent être en civil ? Et comment ils font ? Ils habitent à 7 km....

M. Sherry : Les 12 ou 15 hommes de votre escorte personnelle qui sont de service, sont à la résidence, en uniforme, d'accord. Mais ils ne peuvent pas circuler en ville sinon en civil. Les membres de la compagnie qui viennent ici en visite, qui sont venus de Kolwezi à Eville, ne peuvent circuler à Eville qu'en civil. Parce que je vous l'ai déjà fait remarquer, il n'y pas de soldats, à Eville, en uniforme, sauf ceux qui sont au service de l'ONUC. Ce serait impensable pour l'ONUC qu'un autre corps de troupe ait des privilèges que l'ONUC s'interdit à elle-même, justement parce que nous voulons maintenir la sécurité et l'ordre public pour éviter toutes sortes d'accrochages et de panique et c'est à cela que j'invite votre collaboration. Par conséquent, la meilleure chose est de faire au plus vite vos arrangements avec M. Iléo et d'autre part d'accélérer autant que possible les mesures en vue de l'intégration de la gendarmerie, aux termes du Plan de réconciliation nationale et enfin de confier la sécurité à Eville à la Police. D'ailleurs la sécurité à Eville est fort bien assurée. Il n'y a pas eu de plaintes, tout cela se fait de façon irréprochable.

(Entretien du 25-1-63 - Prés. Tshombe/QG ONUC Eville)

M. Sherry (suite) : Personne, ni l'ONUC, ni le Commissaire de Police, ne cherche à tirer des avantages politiques de ce problème qui est un problème de sécurité qui s'applique à tous et ce problème doit être résolu de cette manière pour assurer la sécurité et non pas pour y donner des nouvelles interprétations ou en tirer des avantages ou en faire des points politiques. Ceci est une chose du passé qui ne doit plus resurgir.

M. Tshombe : Je suis d'accord mais je répète qu'il faut que le représentant des Nations Unies, lorsqu'il prend des décisions, les respecte. C'est dommage que les Nations Unies exigent que tout le monde s'en tienne à ses engagements et qu'elles-mêmes disent aujourd'hui "oui" et demain elles interprètent autrement les décisions qu'elles ont prises.

M. Sherry : nous ne cherchons pas à interpréter mais à appliquer.

M. Tshombe : Je crois que nous nous vous avons prouvé que nous cherchons à appliquer ce Plan Thant, mais les Nations Unies, elles, veulent compliquer les choses.

M. Sherry : à Kolwezi, tout s'est bien passé, je vous en félicite.

M. Tshombe : Je n'accepte pas vos félicitations parce qu'ici je vois que vous allez à l'encontre de vos décisions. "On ne parle plus de votre garde".... Ce sont des procédés quand on voit notre bonne volonté, notre volonté ferme d'appliquer les décisions ? La lettre que j'ai envoyée à M. Gardiner, c'est pour lui dire qu'on ne doit pas revenir sur ce qui a été décidé.

ce que

M. Sherry : C'est une question de 15 à 20 jours, jusqu'à l'intégration soit accomplie. Je ne vois pas pourquoi on doit perdre tout ce temps à discuter des dispositions qui sont foncièrement temporaires. Tout ce que j'ai à suggérer c'est que nous nous en tenions à la situation telle qu'elle est maintenant. Je vais faire un rapport complet à M. Gardiner sur nos entretiens. D'autre part si vous avez une communication à envoyer à M. Gardiner, qui est chargé de l'action, je la lui ferai parvenir tout de suite. S'il y a des questions qui sont soulevées, je n'ai aucun doute dans mon esprit, que ces questions seront très rapidement résolues, mais pour le moment la situation reste telle qu'elle est à Eville, telle qu'elle est régie par les décisions du 17 janvier à Kolwezi. Telle quelle à Eville où elle est régie par les obligations de l'ONUC où ses responsabilités sont d'assurer le maintien de l'ordre public et la sécurité de cette base des opérations au Katanga.

M. Tshombe : Je vois le résumé, parce qu'on ne va pas éternellement discuter de ces choses-là : on commence petit à petit à aller à l'encontre du Plan de M. Thant. Nous avons remarqué la même chose à la Banque Nationale : les dispositions ont été prises à l'encontre du Plan Thant, tout à fait à l'encontre : tout ce qu'on a pris comme dispositions là-bas ; il n'y a rien dans le Plan qui prévoit cela. Nous voyons encore ce qui se fait en ville : on prend les maisons des ministres, comme ça, sans préavis ...

(Entretien du 25-1-63 - Prés. Tshombe/QG ONUC, Eville)

M. Sherry : Il n'y a pas de maisons de ministres; il y a des maisons qui appartiennent au Gouvernement, qui appartiennent à la colonie, qui de se fait ont passé après l'indépendance à la République du Congo, au Gouvernement central. Il y en a d'autres qui ont été achetées par les autorités du Katanga, d'autres qui sont propriétés de la Municipalité. Ces maisons peuvent être louées ou assignées à des ministres, à des institutions, à des bureaux, etc??? Or, pendant l'absence de vous-même et de tous les ministres d'Eville, ces locaux, qui sont propriété publique et non privée, ont été assignés tel que le besoin le nécessitait, à divers fonctionnaires et à des ministres qui en avaient besoin. Vous ne voulez tout de même pas qu'on ne s'en serve pas; il s'agit pour la plupart de propriétés du Gouvernement central, donc de la République du Congo. Il ne s'agit aucunement de biens privés.

M. Tshombe : et ça c'est une procédure normale ?

M. Kimba : si on discute, c'est une question de droit. Avant de faire partir un ministre de sa maison, il faut qu'il ait donné sa démission, qu'il soit démis de ses fonctions. Si quelqu'un est absent de la maison, on force les portes et on entre, je ne crois pas que ce soit légal comme ça.

M. Sherry : C'est une question dont je me suis entretenu avec trois de vos ministres; je leur ai bien expliqué que ceci est un problème, celui de l'allocation de locaux et d'habitation, qui est un des problèmes techniques que vous aurez à discuter avec M. le Ministre Iléo. Il y a seulement un nombre X de maisons et de locaux; il faut bien les distribuer et la distribution doit être faite à l'amiable.

M. Tshombe : Ce n'est pas du tout fait à l'amiable mais à coups de baïonnettes...

M. Sherry : Au cours de l'absence de vous-même et de tous les ministres d'Eville, il a fallu que le Gouvernement central se serve de ces maisons sur une base temporaire pour y placer ses fonctionnaires; vous ne prétendez tout de même pas que le Gouvernement ne se serve pas des maisons qui lui appartiennent. Tout cela, je le répète, sont des problèmes qu'il faut soulever et qui seront, j'en suis sûr, résolus, avec M. le Ministre Iléo; les bons offices des Nations Unies sont toujours à votre disposition à cet égard.

M. Tshombe : Les bons offices des Nations Unies !!!!

M. Sherry : la meilleure chose à faire est d'en discuter avec M. le Ministre Iléo.

M. Kimba : Les fonctionnaires de Léo ont occupé nos maisons sous l'ordre de l'ONUC.

M. Sherry : Non, l'ONUC a facilité l'usage de certains locaux qui étaient des locaux gouvernementaux et qui par conséquent étaient disponibles pour y loger des agents du gouvernement central.

M. Kimba : C'est encore une façon d'interpréter les choses. Vu les circonstances, quelqu'un est parti parce qu'il a eu peur, peut d'attraper une balle, et on lui prend sa maison...

M. Sherry : Le Gouvernement peut toujours disposer des locaux. Pour une distribution la plus appropriée, je vous invite à en discuter avec M. le Ministre Iléo qui est là pour régler toutes ces questions.

M. Kimba : Il faut établir quelles sont les maisons qui appartiennent au Gouvernement central, au gouvernement provincial, ou à l'Etat, ou à la province, à la Municipalité...

M. Sherry : Lors des événements, il n'y avait personne ici; il a fallu que l'ONU facilite la prise temporaire de certaines maisons. La situation est en train de redevenir normale à Eville et il appartient aux fonctionnaires et aux ministres congolais et katangais de s'entendre entre eux pour la distribution de ces locaux. Il y a des considérations juridiques qui se posent et d'autres aussi et je suis certain que tout cela il est possible de le résoudre après que vous en aurez discuté avec M. le Ministre Iléo.

M. Kimba : vous avez l'exemple : on a pris la maison du Ministre Kibwe, et d'autres

M. Sherry : il ne s'agit pas de maisons appartenant en propre à ces ministres, elles étaient occupées par eux, mais elles ne leur appartiennent pas. La maison occupée par M. Kilonda ne lui appartenait pas; il en avait la jouissance. C'est une propriété du Gouvernement.

M. Kimba : appartenant au Gouvernement de l'Etat et confiée à un tel ministre.

M. Sherry : Aucune des maisons en cause n'appartenait en propre à des ministres.

M. Kimba : ces ministres les occupaient sous la désignation du Gouvernement légal. Le Gouvernement de Léo ne peut pas aller à l'encontre des décisions du gouvernement d'Etat légal.

M. Sherry : Les autorités provinciales étaient absentes à l'époque.

M. Kimba : c'était dû aux circonstances; ils sont partis parce qu'ils étaient en danger pendant la guerre.

M. Sherry : Il fallait bien loger les autorités centrales et prendre une décision en l'absence de toute autorité provinciale.

M. Kimba : Eville n'est pas une base d'opérations militaires. C'est une ville d'habitation paisible. Eville devient base d'opérations militaires et je comprends que c'est une circonstance spéciale et les ministres partent; il faut aussi comprendre la situation des ministres qui sont partis.

M. Sherry : Il n'y a pas eu d'entrave à la liberté d'aucun des ministres, ni au retour du Président Tshombe et de ses ministres, aucune entrave.

(Entretien du 25-1-63 - Prés. Tshombe/QG ONUC, Eville)

M. Tshombe : Là vous vous trompez, parce que M. Mathu, en présence du Colonel Worku - s'il veut dire la vérité - a pris des décisions de ne pas laisser sortir le Président ni aucun ministre, quand j'étais à sa résidence, la veille de Noël.

M. Sherry : Je m'excuse je ne peux aucunement accepter ceci comme correspondant aux instructions qu'avaient imposées M. Mathu et le Général Prem Chand. Je crois bien que c'était le 24 décembre et l'objet de ces instructions était très clair : c'était de s'assurer que les Ministres, dont certains avaient l'habitude de quitter Eville dès qu'il y avait une situation sérieuse, soient ici pour qu'il y ait quelqu'un pour donner les ordres à la gendarmerie, pour arrêter les tireurs. Si les Ministres n'étaient pas ici, il n'y avait personne pour donner les ordres. Il fallait donc s'assurer que tous les Ministres seraient sur place.

M. Kimba : Il suffisait de dire au Président "empêchez les gendarmes de tirer".

M. Sherry : dans une lettre que vous a envoyée M. Mathu ...

M. Tshombe : N'allez pas à l'encontre : vous n'étiez pas là. Je suis resté jusqu'à trois heures de l'après-midi chez M. Mathu; il m'avait dit qu'il avait ordonné ceci seulement pour arrêter les tireurs.

M. Sherry : Et vous avez refusé de signer l'ordre à la Gendarmerie d'arrêter les coups de feu et d'enlever les barrages desquels les coups de feu étaient tirés contre les troupes de l'ONUC. Les entraves temporaires, les instructions temporaires pour une restriction temporaire à la circulation des ministres auraient été levées immédiatement dès que vous auriez signé l'ordre et fait enlever les barrages. Mais vous n'avez pas voulu signer.

M. Tshombe : Non, M. Sherry.

M. Sherry : Il fallait vous arrêter tout de suite les coups de feu.

M. Tshombe : Je sais très bien. La deuxième fois que je suis venu vous n'avez pas voulu en discuter; j'ai dû demander aux consuls d'Angleterre et du Gouvernement belge si j'avais la garantie, mais malgré tout nous avons passé une mauvaise nuit avec M. Sapwe parce qu'on était encerclé par les Tunisiens...

Nous allons écrire une lettre à M. Gardiner, je vais attirer son attention que si l'ONUC prend des décisions, elle doit les respecter comme moi je les ai respectées.

M. Sherry : en attendant, la situation reste telle quelle.

M. Tshombe au Col. Worku : surtout vos hommes doivent se conduire comme ils faut et ne pas leur dire "allez maintenant entourer les maisons des gens" comme c'était hier; ils ne doivent pas aller dans les maisons des militaires, les arrêter et prendre l'argent. Hier ils ont pris 10.000 francs.

(Entretien du 25-1-63 - Prés. Tshombe/QG ONUC Eville)

Col. Worku : il y a des patrouilles qui sont à votre disposition. Il faut prendre contact avec les patrouilles, je ne peux pas accepter que les gens disent ceci ou cela; on va sur place et on ne trouve rien. Les patrouilles sont chargées de contrôler.

M. Tshombe : nous faisons une enquête sur les actes d'hier.

La réunion prend fin à 11 h.50

ETAT DU KATANGA

Cabinet du Président

Elisabethville, le 24 janvier 1963.

B. P. 748

Monsieur R. K. GARDINER

Chargé de la Mission des Nations - Unies
au Congo LEOPOLDVILLE.

Monsieur le Chargé de Mission,

Nous avons reçu votre lettre du 19/1/63, aujourd'hui 24 à 16 heures IO. Etant donné le retard il ne nous fût pas possible d'envoyer les Officiers à la date demandée (23 ou 24), ceux-ci ne se trouvant pas tous à Elisabethville.

Je prends toutes dispositions, toutefois, il ne me sera pas possible de les grouper tous, en vue de leur envoi à Léopoldville avant le 31 janvier.

Veillez agréer, Monsieur le Chargé de Mission, l'assurance de ma haute considération.

Le Président du Katanga,

Moïse TSHOMBE.

ACTION	
CIVILIAN	MILITARY
OK	

UC---171

RECEIVED

1963 JAN 24 PM 6:15

4UC90 071

1963 JAN 24 PM 5:58

O.N.U.C.

SS 4UC75

DE 4UC90 71/24

03930

FM ONUC EVILLE

TO ONUC LEO

BT

UNCLAS ELLEO 270 GARDINER FROM MATHU PRESIDENT TSHOMBE RENTRE
 AUJOURD' HUI A EVILLE VIENT DE NOUS EFVOYER LA NOTE VERBALE SUIVWFWE:
 QUOTE SR/1714- EVILLE 24 JANVIER 1963- MONSIEUR MOISE TSHOMBE,
 PRESIDENT DU KATANGA, PRESENTE SES COMPLIMENTS A MONSIEUR LE
 REPRESENTATNT DES NATIONS UNIES A ELISABETHVILLE ET A L'HONNEUR DE
 LUI FAIRE PARVENIR ORGIS LETTRES ADRESSESS L'UNE A MONSIEUR C.
 ADOULA, L'AUTRE A MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL A NEW YOUK ET
 LA TROISIEME A MONSIEUR GARDINER. PARA LE PRESIDENO DQIKATANGA ETC.
 SALUTATIONS. UNQUOTE VOICI LE TFXT DE LA OTE VERBALE SR/1713
 DE CE JOUR AU SECCEN: J'AI L'HONNEUR DE PORTER A VOTRE CONNAISSANCE
 CFN ELLEO ~~270 1714~~ 24 ~~1963~~ 1713

PAGE TWO DE 4UC91671/24

QUE LE CONSEIL DES MINISTRES DU KATANGA REUNIE CE MATIN A CONSTATE
 AVEC SALISFACTION QUE LES FORCES MILITAIRES DE L'ONU ONT DESORMAIS
 LA PLEINE LIBERTE DE MOUVEMENT SUR L'ENSEMBLE DE NOTRE TERRITOIRE.

SUIVRE LA MISE EN APPLICATION DU PLAN PPQUE VOUS AVEZ ELABORE, IL SE
POSE ACTUELLEMENT CERTAINS PROBLEMES QUE LES DIFFERENTES PARTIES
INTERESSEES AURAIENT INTERET A RESOUDRE SANS RETARD. AUSSI LE
GOUVERNEMENT DU KATANGA EMET LE VOEU QUE VOUS DELEGUIEZ UN
REPRESENTANT A ELISABETHVILLE QUI AURAIT POUR POUVOIRS DE REGLER LES
MODALITES D'APPLICATION DU PLAN. PARA PERSONNELLEMENT, VU MON ETAT
DE SANTE ASSEZ DEFICIENT, JE SOUHAITERAIS QUE CE REPRESENTANT ARRIVE
AU KATANGA DANS LES PLUS BREFS DELAIS COMPATIBLES AVEC SA MISSION.
PARA JE VOUS REMERCIE DE LA SUITE QUE VOUS VOUDREZ BIEN RESERVER
A LA PRESENTE ET VOUS PRIE D'AGREERN MONSIEUR LE SECRETAIRE
GENERAL, L'ASSURANCE DE MA CONSIDERATION DISTINGUEE. SIGNE LE
PRESIDENT DU KATANGA, MOISE TSHOMBE. PARA VOICI LE TEXTE DE LA
LETTRE ADRESSEE A MONSIEUR R.K. GARDINER CHARGE DE LA MISSION DES
CFN NH

PAGE THREE DE 4UC90 71/24

NATIONS UNIES AU CONGO LEO: QUOTE NOUS AVONS RECU VOTRE LETTRE DU
19/1/63, AUJOURD'HUI 24 A 16 HEURES 10. ETANT DONNE LE RETARD
IK NE NOUS FUT PAS POSSIBLE D'ENVOYER LES OFFICIERS A LA DATE
DEMANDEE (23 OU 24), CEUX-CI NE SE TROUVANT PAS TOUS A
ELISABETHVILLE. PARA JE PRENDS TOUTES DISPOSTIONS, TOUTEFOIS, IL
NE ME SERA PAS POSSIBLE DE LES GROUPE TOUS, EN VUE DE LEUR ENVOI
A LEOPOLDVILLE AVANT LE 31 JANVIER. SALUTATIONS-- LE PRESIDENT
DU KATANGA, MOISE TSHOMBE. UNQUOTE LE MESSAGE DESTINE A MONSIEUR
~~LE PREMIER MINISTRE N'EST PAS OUVERT ET SERA EXPEDIE PAR POUCH~~
AVEC LES ORIGINAUX DES DEUX LETTRES PRECITEES

BT

CFN 19/1/63 24 16 10 23 24 34

24/1606Z JAN 4UC90

NNNN

UC---02

V4UC90 7063

FF 4UC75

DE 4UC90 63/22

FM ONUC EVILLE

TO ONUC LEO

BT

UNCLAS ELLEO 222 GARDINER FROM MATHU-PREM CHAND

FOLLOWING LETTER NO 302/0010 DATED 18 JANUARY ADDRESSED TO THE UN REPRESENTATIVE IN EVILLE AND MARKED QUOTE TRES URGEN SVP UNQUOTE RECEIVED FROM TSHOMBE QUOTE JE VOUS PRIE AVEC INSISTANCE DE BIEN VOULOIR DONNER DES INSTRUCTIONS POUR EVACUER LES UNITES MILITAIRES DE L'ONU ACTUELLEMENT CANTONNEES DANS LE BATIMENT "L'HOTEL DE L'EUROPE" A JADOTVILLE. PARA CET HOTEL A ETE TRANSFORME EN ECOLE OU LES FONCTIONNAIRES ET AGENTS DU SERVICE TERRITORIAL RECOIVENT UNE FORMATION PROFESSIONELLE TRES POUSSEE; ELLE CONTRIBUE AU PERFECTIONNEMENT DE NOTRE PERSONNEL ADMINISTRATIF ET A PARFAIRE LEUR FORMATION GENERALE. CFM 222 302/0010 18

PAGE TWO 4UC95 63/22

PARA EN EFFET, CETTE ECOLE FONCTIONNE DEPUIS UN AN ET LES RESULTATS OBTENUS NE PEUVENT ETRE MIS EN DOUTE. LA REOCCUPATION PAR MES SERVICES DU BATIMENT EN QUESTION DANS LE DELAI LE PLUS COURT S'AVERE DONC NECESSAIRE. PARA AVEC MES REMERCIEMENTS ANTICIPES, VEUILLEZ AGREER, MONSIEUR LE REIRESENTANT L'ASSURANCE DE MA CONSIDERATION TRES DISTINGUEE. UNQUOTE. FOLLOWING ANSWER DATED 22 JANUARY 1963 UNDER REFERENCE KC317, BEING SENT TO TSHOMBE COLON QUOTE MONSIEUR LE PRESIDENT, J'AI

RECEIVED
853 JAN 23 AM 12:34

ACTION	
CIVILIAN	MILITARY
<i>OK</i>	

03562

L'HONNEUR D'ACCUSER RECEPTION DE VOTRE LETTRE DU 18 JANVIER 1963,
NO 302/0010, ADRESSEE AU REPRESENTANT DES NATIONS UNIES A ELISABETHVILLE
ET RELATIVE A L'UTILISATION DES LOCAUX DE L'HOTEL DE L'EUROPE A
JADOTVILLE PAR LES UNITES DE L'ONUC. PARA. APRES VERIFICATION, LES
AUTORITES MILITAIRES DE L'ONUC CONSTATENT QUE LES DEUX SEULS HOTELS
OCCUPES PAR NOS TROUPES A JADOTVILLE SONT LE QUOTE BAGATELLE UNQUOTE
ET LE QUOTE LEOPOLD UNQUOTE. ELLES NO SONT NULLEMENT AU COURANT DE
L'OCCUPATION D'UN CERTAIN QUOTE HOTEL DE L'EUROPE UNQUOTE. PARA.
VOUS SAVEZ SANS DOUTE QU'IL N'Y A PAS A L'HEURE ACTUELLE A JADOTVILLE
DE LOCAUX AUTRES QUE LE QUOTE BAGATELLE UNQUOTE ET LE QUOTE LEOPOLD
UNQUOTE POUVANT SERVIR CONVENABLEMENT AU CANTONNEMENT DES TROUPES DE
L'ONUC. CEPENDANT IL VA DE SOI QUE DES QUE LES PRINCIPAUX PROBLEMES
POSES PAR LA TENTATIVE DE SECESSION DU KATANGA AURONT ET RESOLUS,
L'OPERATION DES NATIONS UNIES AU CONGO SERA REORIENTEE VERS DES TACHES
CIVILES ET D'ASSISTANCE TECHNIQUE, ENTRAINANT PAR CONSEQUENT LA
RESORPTION PROGRESSIVE DE SES ASPECTS MILITAIRES. PARA. DES QUE CETTE
NOUVELLE PHASE AURA ETE ATTEINTE, LES LOCAUX DONT SE SERVENT LES
TROUPES DE L'ONUC A JADOTVILLE POURRONT CERTAINEMENT ETRE RENDUS A
D'AUTRES USAGES. PARA. SALUTATIONS UNQUOTE

ET

CFN 22 19 63 317 18 19 63 302/0010

22/1611Z JAN 40090

NNNNN

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

ML-1

ML-1

21 January 1963

TO: Mr. R.K. Gardiner, Officer-in-Charge
ONUC, Leopoldville.

FROM: George L. Sherry, ONUC, Elisabethville. *Sherry*

SUBJECT: Message Addressed to Tshombe.

I have the honour to forward herewith, for your information, the text of a message said to have been addressed to Tshombe by Mutaka-wa-Dilomba, President of the Provincial Assembly, on 17 January 1963. The "message" was published in the Echo du Katanga.

"Le Président de l'Assemblée présente à Mr. le Président Tshombe les assurances de sa haute considération et le prie de prendre connaissance et d'apporter réponse aux quatre points ci-après.

"1) Il est apparu nécessaire que le Président Tshombe confirme au Président de l'Assemblée la teneur de sa déclaration du 16 janvier notamment en ce qui concerne la fin de la sécession katangaise.

"2) La convocation de l'Assemblée en session extraordinaire avait été décidée devant un groupe de députés qui se sont rendus à la Résidence du Président. Le Président de l'Assemblée désirerait recevoir confirmation de cet acte soit par arrêté, soit par simple décision du Gouvernement katangais.

"3) A la demande des Parlementaires katangais tant des membres des deux Chambres de Léopoldville que membres de l'Assemblée, il est instamment demandé que le Président Tshombe soit présent avec tout le Gouvernement dans un délai de sept jours à Elisabethville. Il a été précisé que les membres du Gouvernement qui ne répondraient pas à cet appel se verraient démis d'office par application de la motion de censure.

"4) Il est demandé par les mêmes parlementaires que le Président Tshombe réclame de son côté à l'ONU la possibilité de transporter à Elisabethville, les Parlementaires du Nord du Katanga. En ce sens, les Parlementaires précisent qu'ils soutiennent la mission et l'action de ceux d'entre eux qui viennent de se rendre à Léopoldville."

OUTGOING CLEAR

ROUTINE

LEOPOLDVILLE

20 January 1963

UNATIONS NEW YORK

G-182

BUNCHE FROM GARDINER

c/pie 100 100
KAT

FOLLOWING FOR INFORMATION: LETTER SR/1704 DATED NINETEEN JANUARY FROM TSHOMBE TO MATHU ENCLOSING COPY OF LETTER TO ADOULA:

Quote MONSIEUR LE REPRESENTANT, J'AI L'HONNEUR DE VOUS FAIRE PARVENIR, POUR VOTRE INFORMATION, COPIE DE LA LETTRE QUE J'ADRESSE CE JOUR A M. ADOULA. PARA. SALUTATIONS. UNQUOTE. PARA. Quote MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE, J'AI L'HONNEUR D'ACCUSER RECEPTION DE VOTRE LETTRE DU 16 JANVIER 1963. PARA. J'AI ETE HEUREUX DE CONSTATER QUE VOUS CONFIRMEZ LES MESURES D'AMNISTIE QUI ONT ETE DEMANDEES, EN CONFORMITE AVEC LE PLAN THANT QUI STIPULE QUE SUBQUOTE LE GOUVERNEMENT CENTRAL DECRETERA IMMEDIATEMENT ET, S'IL Y A LIEU, PRESENTERA ET DEFENDRA AU PARLEMENT UNE LOI PORTANT AMNISTIE GENERAL UNSUBQUOTE. JE DOIS DONC COMPRENDRE QUE VOTRE GOUVERNEMENT S'ENGAGE A DEPOSER UN PROJET DE LOI D'AMNISTIE GENERAL, C'EST A DIRE SANS AUCUNE RESTRICTION. PARA. VOUS POUVEZ ETRE ASSURE QUE MON GOUVERNEMENT ET MOI MEME N'EPARGNERONS AUCUN EFFORT POUR ARRIVER A UNE APPLICATION RAPIDE ET INTEGRALE DU PLAN THANT, DANS TOUTES SES DISPOSITIONS ET PLUS PARTICULIEREMENT DANS CELLES QUI CREENT DES OBLIGATIONS A NOTRE CHARGE, SOIT DANS LES MATIERES FINANCIERES SUBQUOTE TANT EN CE QUI CONCERNE LES REVENUES, LES DEVICES ET LA MONNAIE UNSUBQUOTE MILITAIRES DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION AVEC L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES. PARA. JE JOINS A LA PRESENTE LE TEXTE DE L'ACCORD INTERVENU LE 17 JANVIER 1963 AVEC L'ONU QUI DEMONTRE QUE NOTRE COLLABORATION AVEC CETTE DERNIERE ET LA MISE EN OEUVRE DES DISPOSITIONS A CARACTERE MILITAIRE DU PLAN THANT SONT EFFECTIVES ET RAPIDES. PARA. SALUTATIONS. Unquote.

FTL/ma

OUTGOING CLEAR CABLE

ONUC ELISABETHVILLE

19 January 1963

Routine
~~PRIORITY~~
=====

N° EV- ~~100~~ 100

MATHU FROM GARDINER

REFERENCE YOUR ELLEO 181. PLEASE TRANSMIT FOLLOWING
LETTER DATED 19 JANUARY FROM ME TO TSHOMBE; *after his*
return from Kolwezi =

QUOTE. MONSIEUR LE PRESIDENT, J'ACCUSE RECEPTION DE
VOTRE LETTRE DU 17 JANVIER 1963 DANS LAQUELLE VOUS
M'ANNONCEZ VOTRE DECISION D'APPLIQUER LOYALEMENT ET
INTEGRALEMENT LE PLAN U THANT DE RECONCILIATION NATIONALE.
~~XXXXX~~ JE PRENDS ACTE AVEC SATISFACTION DE CETTE DECISION.
VOUS POUVEZ ÊTRE ASSURE QUE L'ONUC PRÊTERA SON CONCOURS
dans le domaine
ET SA COOPERATION ENTIERE A TOUS LES EFFORTS FAITS ~~SUR~~
~~LE PLAN~~ PRATIQUE POUR APPLIQUER LE PLAN. PARA. EN CE
QUI CONCERNE L'AMNISTIE GENERALE, JE VOUDRAIS FAIRE
OBSERVER QUE DES ASSURANCES SOLENNELLES ONT ETE DONNEES
AU SECRETAIRE GENERAL AU NOM DU GOUVERNEMENT ET DU PEUPLE
CONGOLAIS. CES ASSURANCES REVETENT UNE SIGNIFICATION
FORMELLE, CAR ELLES CONTIENNENT IMPLICITEMENT UNE PROMESSE
FAITE SUR LE PLAN INTERNATIONAL AU NOM DE LA REPUBLIQUE
DU CONGO, QUI PEUT ETRE CONSIDERE COMME UN ENGAGEMENT
VIS-A-VIS DE L'ORGANISATION. PARA. CELA ETANT, JE VOUDRAIS,
A TITRE PERSONNEL, REITERER MA PROMESSE DE VOUS AIDER PAR

.../...

.../...

- 2 -

TOUS LES MOYENS POSSIBLES POUR ASSURER LA PROTECTION
DES MEMBRES DU GOUVERNEMENT PROVINCIAL ~~DE~~ DU SUD-KATANGA
ET DES PERSONNES QUI ONT TRAVAILLE SOUS LEUR AUTORITE. PARA.
JE VOUDRAIS EGALEMENT VOUS DEMANDER DE PRENDRE LES DISPOSITIONS
AVEC LES REPRESENTANTS DES NATIONS UNIES A ELISABETHVILLE
AFIN D'ENVOYER LES OFFICIERS SUPERIEURS DE LA GENDARMERIE
KATANGAISE DANS LES PROCHAINS JOURS A LEOPOLDVILLE POUR
PRETER SERMENT AU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE. JE PRENDRAI
LES DISPOSITIONS NECESSAIRES POUR LA CEREMONIE AUSSITOT
QUE VOUS M'AURIEZ COMMUNIQUE LA DATE POSSIBLE D'ARRIVEE
DE CES OFFICIERS A LEOPOLDVILLE. PARA. JE VOUDRAIS VOUS
DEMANDER AVEC INSISTANCE DE FAIRE EN SORTE QUE LES OFFICIERS
ARRIVENT A LEO AU COURS DE LA SEMAINE PROCHAINE, DE PREFERENCE
LE MERCREDI 23 OU JEUDI 24 JANVIER. PARA. VEUILLEZ AGREER,
MONSIEUR LE PRESIDENT, LES ASSURANCES DE MA HAUTE CONSIDERATION.
UNQUOTE.

Rencontre du 19 janvier 1963 au Q.G. ONUC - Elisabethville

Etaient présents :

- M. le Président Moïse Tshombe
- M. Odilon Mwenda, Ministre attaché à la Présidence
- M. Pius Sapwe, Commissaire en chef de la Police
- M. Philippe Yav, secrétaire du Président
- Major Selemani
- Colonel S.E. Rosenius, Chef d'Etat-Major
- M. George L. Sherry, Assistant du Chargé de la Mission ONUC

La réunion débute à 10 h.15.

Le Président Tshombe demande des nouvelles de M. Mathu et formule des vœux pour sa guérison prochaine.

M. Sherry : Je crois qu'il y avait deux ou trois petites questions techniques qui étaient restées en suspens lors de notre entrevue de l'autre jour, pour la raison que vous deviez, je crois, obtenir des renseignements de Kolwezi.

M. Tshombe : C'est bien ça.

M. Sherry : On se demandait si ces renseignements vous étaient parvenus.

M. Tshombe : Oui, je crois qu'il s'agissait d'abord du lieu de rencontre.

M. Sherry : Du lieu de rencontre, des moyens de transport, des personnalités qui seraient là.

M. Tshombe : Vous autres, vous avez proposé PUMPI, ça va.

M. Sherry : montre sur la carte où se trouve cette localité ce à quoi M. Tshombe rétorque qu'il sait fort bien où est Pumpi. L'heure est maintenue pour 9 heures du matin, lundi 21 janvier 1963.

M. Tshombe : Pas de problème pour 9 h. du matin.

M. Sherry : et pour la question transport ?

M. Tshombe : C'est là un problème trop épineux. Vous savez que Kolwezi est un petit poste. Le Gouvernement n'a pas là-bas un service de transport organisé comme vous avez ici des autobus, etc... Cela n'existe pas. La seule source pour se procurer des véhicules, c'est l'Union Minière qui possède 3 ou 4 minibus qui servent au transport des Blancs de leur maison aux usines. Le Gouvernement n'a rien comme matériel de transport; ça n'existe pas.

(Rencontre du 19-1-63 Prés. Tshombe/QG ONUC Eville)

M. Sherry : Il faudrait réquisitionner pour cette matinée, qui est une occasion importante, les véhicules de l'Union Minière.

M. Tshombe : Il paraît, d'après les renseignements que j'ai obtenus, qu'ils ont 2 ou 3 bus.

M. Sherry : Il s'agit pour nous d'avoir du matériel; on peut même louer ces véhicules et nous vous rembourserons la dépense en question.

M. Tshombe : Ça va. Je tenais à vous faire remarquer que nous n'avons pas, en tant que Gouvernement, de matériel disponible. Là où on peut obtenir des véhicules, ce n'est qu'à l'Union Minière.

M. Sherry : Le reste devrait être des camions. Il faut deux voitures qu'on pourra louer facilement et ensuite vous dites 2 ou 3 bus qui peuvent contenir 30 personnes = 60 personnes; il faut y ajouter 15 camions.

M. Tshombe : Vous me demandez des choses difficiles. Si je suis patron du matériel, c'est bien... Nous allons essayer de réquisitionner tout ce qu'on pourra. Nous avons encore dimanche pour chercher ces véhicules. Vous aurez encore tous les détails des véhicules disponibles et tout ça.

M. Sherry : donc, automobiles, bus et le reste des camions.

M. Tshombe : Mais vous ONU vous avez des tas de véhicules. Qu'est-ce que c'est devenu tout ça ?

M. Sherry : Nous n'en avons pas assez. C'est une véritable bataille pour les véhicules !

M. Tshombe : Pour combien de temps aurez-vous besoin de ces véhicules ?

Col. Rosenius : Pour deux ou trois jours, au plus.

M. Tshombe : Vous comprenez si nous réquisitionnons tous les véhicules de l'Union Minière, nous allons les court-circuiter et ils ne pourront pas travailler sans leur matériel roulant.

M. Sherry : Sûrement pas plus de 2 ou 3 jours. Il y a encore une question qui reste : Nous pouvons avoir votre confirmation que les ordres voulus ont été donnés aux autorités de Kolwezi de se présenter à 9 h. avec vos autorités militaires ? Est-ce que vous comptez y être ?

M. Tshombe : Non, je ne viendrai pas. J'enverrai :

- Le Commissaire de district
- Le Commissaire en chef de la Police
- L'Administrateur de territoire
- Deux Majors : Major Yav - Commandant de secteur
Major Kasadi, Chef EM Gendarmerie à Kolwezi
- un ou deux capitaines.

(Rencontre du 19-1-63 - Prés. Tshombe/QG ONUC Eville)

M. Sherry : Le Major est la personnalité la plus élevée en grade à Kolwezi ?

M. Tshombe : Oui, il est Chef d'Etat-Major, l'autre est le Commandant de Secteur .

M. Sherry : Vous pourriez vous charger d'inviter les Chefs de l'Union Minière et du B.C.K.. On ne peut pas les obliger mais comme à Jadotville ce serait bien qu'ils participent aux entretiens.

M. Tshombe : oui, ça va.

M. Sherry : Un dernier point encore : Nous voudrions avoir la confirmation que vos instructions ont été données aux autorités locales et à la population de devoir collaborer dans un esprit conforme à notre accord.

M. Tshombe : Vous pouvez en être sûr. Il y a une chose que je voudrais vous demander, c'est que l'esprit, la conduite des troupes de l'ONUC, une fois que la population et les militaires les auront accueillis, ne commencent pas par faire des vexations, par des brutalités. Parce que, alors, là vous aurez des difficultés. Je tenais à souligner cela : il faut que les soldats de l'ONUC se conduisent comme des hommes. S'ils se conduisent comme des hommes, ils auront la collaboration totale et mes gens suivront strictement mes instructions. Il ne faut pas que je me trouve dans une situation où on vienne me dire "Les soldats de l'ONUC ont fait ceci et cela". Ce serait détruire tout mon prestige.

M. Sherry : Ce serait également mauvais pour nous. Nous leur avons donné des ordres stricts de se conduire comme des hommes, non seulement comme des hommes mais comme des messieurs...

M. Tshombe : La situation est déjà difficile avec le Commandant de secteur et le Commandant d'E.M. pour garder leurs hommes en mains. Pour ces gens qui ont leur caractère, il faut une collaboration sincère.

M. Sherry : comme à Jadotville.

M. Tshombe : Je vous ai combattu pendant deux ans et demi. Nous avons pris une décisions contraire avec la même énergie. Mais il faut que vous nous donniez cette possibilité, il faut qu'il y ait une collaboration sincère dans toutes les questions qui se présenteront là-bas. Moi, je resterai là deux ou trois jours pour que tout se passe normalement, mais je ne resterai pas sur place, vous aurez à traiter avec les autorités après mon départ. Il faut que tout se passe bien.

M. Sherry : Nous ferons tout le possible et aussi l'impossible pour achever cela le mieux, je m'en porte garant.

(Rencontre du 19-1-63 - Prés. Tshombe/QG ONUC Eville)

M. Tshombe : Je tenais à souligner cela. Je tiens à vous répéter ce que je vous ai dit hier par téléphone : vous devez avoir vos apaisements, tout marchera normalement si l'ONUC se comporte normalement.

M. Sherry : Vous avez déjà les apaisements voulus en ce qui concerne les questions que vous avez soulevées. Tout sera fait en cette direction, cela je m'en porte absolument garant; il n'y aura pas de problème.

M. Tshombe : Si vous avez terminé, j'ai des petits détails à relever. Vous avez terminé ?

A 9 h. vous aurez lundi toutes les autorités et tout se passera normalement.

Maintenant, M. Sherry, il y a le problème des prisonniers et soldats encore détenus ici à gauche et à droite. Est-ce que le général a pensé à cela ? Par exemple, il y a trois soldats de ma garde qui sont encore entre les mains du colonel Remiza.

M. Sapwe : M. le Président, ils sont à Karavia maintenant.

M. Sherry : Nous ne sommes pas une organisation qui s'amuse à garder les prisonniers; Au cours d'hostilités, lorsqu'il y avait des gens qui tiraient des coups de feu il a bien fallu les emmener comme prisonniers, mais notre seul désir est de nous en débarrasser rapidement.

M. Tshombe : Quelquefois, les instructions ne sont pas suivies.

M. Sherry : On ne garde pas les prisonniers.

M. Tshombe, Bon, ça va. Il y a l'autre problème...

M. Sherry : cela ne s'applique pas aux mercenaires, bien entendu.

M. Tshombe : L'autre jour, vous m'avez demandé de faire un communiqué à la radio; je vous ai répondu que ce serait inutile par radio parce que personne n'écouterait. Je tenais à le souligner. Je crois que nous avons pris des dispositions qui méritent la collaboration, la coopération de tout le monde pour avoir un climat de confiance, mais depuis quelques jours que je suis ici si on écoute la radio on ne sait plus où nous allons : ce ne sont que des injures, des histoires sur mon compte, le Président Tshombe a fait ceci ou cela, des histoires comme ça.

M. Sherry : pas la radio des Nations Unies ...

M. Tshombe : Les Nations Unies ont accepté cela puisque les soldats de l'ONU gardent la radio. Par exemple, si on veut faire un appel à la population par radio, on ne peut plus le faire, personne ne le croira.

(Rencontre du 19-1-63 - Prés. Tshombe/QG ONUC Eville)

M. Sherry : en quelle langue ?

M. Sapwe et M. Yav : en kiswahili et en plusieurs langues véhiculaires.

M. Sherry : Si vous pouviez nous faire parvenir les textes de ces émissions...

M. Sapwe : c'est difficile de les avoir.

M. Sherry : Vous pouvez avoir les textes d'écoute, quelque chose de concret; on prendrait évidemment des mesures, mais si je n'ai pas de pièce à conviction, ce n'est pas possible d'intervenir.

M. Tshombe : D'accord. Parce qu'avec ces histoires nous ne pouvons pas lancer des appels à la populations, personne ne croira que c'est le Président Tshombe; cela crée un climat désagréable, un état d'esprit très mauvais vis-à-vis de la population. Le rôle, le devoir des Nations Unies seraient maintenant de lancer des appels à la concorde, au calme, demander aux gens d'oublier le passé, mais si on doit commencer à s'attaquer à des personnes, qu'on dit le Président Tshombe a fait ceci, a fait cela, tout de suite mes partisans réagiront.

M. Sherry : S'il y avait une preuve quelconque qu'il y a eu des propos injurieux, inflammatoires à la radio, évidemment qu'on fera des démarches, mais on a besoin des preuves et je pense que vous pourriez nous fournir ces textes.

M. Sapwe : On m'a téléphoné ce matin pour dire que l'ONU avait donné des ordres de détruire toutes les photos du Président Tshombe.

M. Sherry : Où ça ?

M. Sapwe : Garage^{du} Parquet, des gens sont venus en disant que c'était sur ordre de l'ONUC.

M. Sherry : Jamais nous n'avons donné d'instructions de ce genre. Si quelqu'un l'a dit, cela ne veut pas forcément dire la vérité.

M. Sapwe : Le Président Tshombe est toujours ici. On mettra le portrait du Président Kasa-Vubu à côté du sien; ça se fera plus tard.

M. Tshombe : La police est avertie et interviendra.

Un autre problème : Vous avez mes ^{motocyclettes} ~~munitions~~ qui sont détenues là-bas. Ce sont les motos de la présidence, ce ne sont pas des armes, je voudrais bien qu'on me les rende.

(Rencontre du 19-1-63 - Prés. Tshombe/QG ONUC Eville)

M. Sherry : on s'en sert comme armes absolument mortelles !
Il y a énormément d'accidents de la route causés par des motos ...

M. Tshombe : J'ai eu ces motos pendant deux ans et demi et il n'y a eu qu'un seul accident parmi mes motards.

M. Sherry : on s'en occupera. [Mme Scheidegger rappelez-moi cela.]

M. Tshombe : Les motos sont à Kipushi.

M. Sherry : qui est-ce qui les a ?

M. Tshombe : elles sont restées à la résidence, au garage.

M. Sherry : On demandera au commandant Irlandais.

M. Tshombe : Il y a 18 motos. Chaque fois que je voyageais, je me déplaçais avec ces motos; leur nombre initial est 18.

M. Sherry : On demandera au commandant de place de s'en occuper.

M. Yav : Et les véhicules ministériels ?

M. Tshombe : Il y a tout un tas de voitures qui se promènent partout avec des militaires de l'ONUC...

M. Sherry : Il y a les voitures qui ont été réquisitionnées par les militaires; les militaires ont réquisitionné aussi les voitures des civils de l'ONUC. Ils ont réquisitionné des voitures en ville en grand nombre et je vous assure que nous autres on en souffre. Vous aurez remarqué que le service d'autobus pour le personnel civil n'existe plus. Nous souffrons de la disette de voiture comme tout le monde. Quant aux réquisitions spécifiques dont vous nous parlez, si vous pouviez nous remettre une liste, on pourrait examiner le problème.

M. Sapwe : oui, on peut établir une liste.

M. Sherry : Les militaires sont des gens difficiles.

M. Tshombe : Il y a un autre problème : A mon retour de Kolwezi, je rentrerai par la route de Kolwezi à Jadotville et de Jadotville à Elisabethville; je voudrais être sûr de passer sans histoire.

Encore un point : nous avons les femmes des militaires qui sont toutes entassées à Kolwezi ; leur mari sont morts, disparus ou partis, on ne sait pas; tout une série de femme qui ne connaissent pas ce que sont devenus leurs maris. Nous aurons probablement à transporter toutes ces femmes ici à Elisabethville, il y en a environ 100 qui ont peut-être encore leur mari, ou dont le mari est mort, ou parti dans la brousse. Ce sont des petits détails mais qui nécessitent qu'on soit sûr de pouvoir les transporter par la route.

(Rencontre du 19-1-63 - Prés. Tshombe/QG ONUC Eville)

M. Sherry : La circulation sera libre et par surcroît de prudence on peut toujours aviser à l'avance pour s'assurer qu'il n'y aura aucune difficulté. Vous avez remarqué que dès que les conditions se sont normalisées on a tout de suite éliminé les barrages, toute entrave aux transports pour tout le monde. La route de Jadotville est déjà réinstallée provisoirement. On ne s'intéresse pas aux entraves à la circulation car cela mange du personnel qui peut être utilisé à des fins plus importantes.

M. Tshombe : Nous verrons le Général Noronha à Pumpi, je crois.

M. Sherry : et à Kolwezi car c'est lui qui est commandant du corps de brigade qui procédera à cette opération et c'est un homme remarquable.

M. Tshombe : Vous m'avez dit qu'il n'y aurait pas d'arrestations. Alors qu'il y a des gens qui sont arrêtés ici et là, un peu partout dans les cafés; il y a certains civils qui s'amuse à dénoncer les uns et les autres aux troupes tunisiennes et éthiopiennes...

M. Sherry : Il y a toujours des gens qui se servent des conditions actuelles pour résoudre leurs petites querelles personnelles. Il y a évidemment des gens comme ça, c'est un peu la nature humaine. On fera de notre mieux pour que l'ONU n'ait pas à arrêter des gens pour des questions frivoles.

M. Tshombe : Pour créer un bon climat, il faudrait de nouveau donner des ordres parce que tous ces gens qui veulent régler leurs petites querelles ça ne va pas.

M. Sherry : Le Colonel Remiza est un officier de premier ordre. Lorsqu'une patrouille mixte arrête quelqu'un et qu'il s'avère que cette personne est innocente, elle est tout de suite libérée. En ce qui concerne les prisonniers, il y a la question des cinq Tunisiens qu'il faudra remettre au Col. Remiza.

M. Tshombe : Moi j'ai dit oui à Remiza depuis longtemps. Il y en a un qui s'est rendu à Kamina.

M. Sherry : Tous ceux qui sont encore sous votre autorité à Kolwezi doivent être remis aux troupes des Nations Unies.

M. Tshombe : je n'ai rien à voir avec ces gens-là.

M. Sherry : ils seront remis lundi ?

Major Selemani : Une autre chose qui va en parallèle, avec ce que vient de dire M. le Président, question de principe : il faut cesser de faire des perquisitions dans les maisons qu'on sait habitées par un officier ou un gendarme, qu'on embête la femme ou les soeurs d'un officier ou d'un gendarme, ou son frère qu'on fouille tout pour voir s'il y a quelque chose.

(Rencontre du 19-1-63 - Prés. Tshombe/QG ONUC Eville)

Major Selemani (suite) Je ne dis pas que c'est de l'initiative des Onusiens; ce sont des civils qui voient passer une jeep de l'ONUC et qui disent ça c'est la maison d'un tel officier, ou d'un gendarme. Ils prennent ensuite les articles qu'ils trouvent dans ces maisons. Devant la menace des armes, les femmes, les frères sont bien obligés de laisser emporter ces objets de valeur

M. Sherry : C'est un problème que je vais soulever aujourd'hui encore avec le Col. Remiza pour m'assurer que cela cesse.

M. Yav : Il y avait une question, M. le Président, concernant qui est importante : c'est l'arrivée de nos amis de Léopoldville qui donnent parfois des ordres contradictoires. Il y a certaines personnalités qui viennent de Léo qui réquisitionnent des choses et quand on fait appel à l'ONUC l'ONUC répond qu'elle ne sait rien. On voudrait savoir si ces gens de Léo ont droit à certaines histoires, parce qu'on nous met dans une situation très embarrassante. Ils doivent avoir des véhicules et ils sont passés dans les commissariats pour les prendre. Est-ce qu'on ne peut pas demander en attendant qu'ils s'abstiennent de tous ces actes ?

M. Sherry : M. Gardiner procède en ce moment à des négociations avec le Gouvernement central, pour régler ces questions. M. le Commissaire de police sait fort bien que ce n'est pas nous qui encourageons ces actions.

Est-ce qu'on vous a rendu vos véhicules, M. Sapwe ?

M. Sapwe : pas encore.

M. Sherry : Nous ne sommes pas censés nous mêler des affaires intérieures mais en tout cas, M. le Commissaire pourra le dire, ce n'est pas l'ONUC qui encourage des actions qui pourraient être considérées comme illégales.

M. Tshombe : Je crois que nous n'avons plus rien à faire ici. Avez-vous autre chose ? Je vais partir pour Kipushi après déjeuner, vers 14 h. Je prendrai là mon avion pour Kolwezi. Nous verrons nos amis lundi matin.

La réunion prend fin à 10 h.45.

Je vous souhaite, Monsieur le Président, la bienvenue au Quartier Général de l'ONUC à Elisabethville. Je le fais au nom du Chargé de la Mission et à la place de Monsieur Mathu qui, malheureusement, est à l'hôpital et n'est pas en mesure, à mon regret, d'assister à cette réunion. Je veux croire que nos entretiens d'aujourd'hui seront fructueux et seront pour le peuple congolais le commencement de la fin de ses misères et des haines et dissensions qui l'ont déchiré depuis la tentative de sécession du Katanga.

Nous avons pris bonne note à cet égard de la déclaration de Monsieur le Président relative à la fin de la sécession katangaise et à la mise en oeuvre complète du Plan de réconciliation nationale. Le Secrétaire général a accueilli cette déclaration avec satisfaction.

Nous sommes réunis en vue d'accomplir une tâche précise, telle que la délimite votre message au Secrétaire général; j'en répète le texte :

"Le Président Tshombe est disposé à rencontrer le Représentant de l'ONU à Elisabethville pour discuter des modalités de l'entrée de l'ONU à Kolwezi."

Je prierai tout à l'heure le Major Général Prem Chand de vous exposer les exigences militaires essentielles à l'exécution de cette opération qui doit être terminée d'ici un jour ou deux. De plus amples détails pourront au besoin être exposés à vos conseillers militaires ou à vous-même par les officiers intéressés de l'ONUC.

Cependant, avant d'en arriver là, je souhaite souligner que l'entrée des troupes de l'ONU à Kolwezi ne représentera en fait que l'exercice de la liberté de mouvement que le Gouvernement de la République du Congo leur a accordée sur l'ensemble du territoire et qui découle des résolutions du Conseil de Sécurité. Ce faisant, l'ONUC s'acquittera également des responsabilités qui lui incombent en vertu de son mandat du maintien de l'ordre public.

Comme dans le reste du Congo, l'ONU tient toujours à accomplir son mandat avec l'entière collaboration des autorités congolaises compétentes puisque le rôle de l'ONU est de maintenir la paix et non de conquérir, de faire oeuvre d'amitié et de réconciliation et non de faire la guerre. Collaborer avec l'ONU ne déshonore personne; c'est au contraire un honneur pour tous.

Une telle collaboration ne sera naturellement efficace que si le Président de la province lance à son peuple les appels voulus et donne à ses forces armées des instructions appropriées. Je suis sûr qu'il nous sera facile de nous entendre sur la nature de ces appels et instructions qui doivent être observés à la lettre par tous les intéressés, et nous y comptons fermement. L'ONU mettra à votre service tous les moyens techniques dont elle dispose pour vous aider dans cette tâche.

N'oublions pas, de plus, que l'opération en question se déroulera en vue de maintenir la paix et de permettre la mise au point des dispositions grâce auxquelles resteront intactes les ressources et la richesse du peuple congolais. Il faudra donc que des mesures efficaces soient prises, sous la surveillance de l'ONUC, pour prévenir les destructions et démolitions prévues par certains éléments irréfléchis. Ces mesures constituent une partie essentielle de l'opération.

En définitive, l'entrée des troupes de l'ONU à Kolwezi doit marquer la fin des combats dans cette région et même dans toute la province. Il faudra par conséquent procéder à la recherche, à l'enlèvement et, au besoin, à la destruction d'armes et de munitions; il faudra également inspecter les aérodromes de Kolwezi et de ses environs.

Les armes et munitions des forces militaires locales et des gendarmes seront naturellement rassemblées en un dépôt placé sous la garde de l'ONUC. La gendarmerie bénéficiera de la protection de l'ONU jusqu'à la mise au point des modalités de son intégration à l'ANC, et la sécurité des membres de la gendarmerie sera entièrement garantie.

Nous sommes tous conscients du fait que l'entrée pacifique de l'ONU à Kolwezi ne constitue pas un but en soi mais qu'elle représente une mesure, essentielle certes, qui nous rapprochera des buts prévus par le mandat de l'ONU et par le Plan du Secrétaire général. Nous ne saurions aborder aujourd'hui et dans ce cadre ces questions d'un autre ordre, mais nous comprenons tous, j'en suis sûr, que le succès de l'étape actuelle est indispensable à tout progrès ultérieur. Ne perdons pas de vue les lourdes responsabilités que cette vérité nous impose et accomplissons la tâche précise qui nous est assignée aujourd'hui avec diligence ainsi que dans un esprit d'entente et d'honneur.

Elisabethville, le 17 janvier 1963.